

DONNÉES CHIFFRÉES

Annuaire statistique  
Prestations familiales, Logement, RMI  
Résultats nationaux 2003



OCTOBRE  
2008

L'essentiel  
et plus encore



santé  
famille  
retraite  
services

# Annuaire statistique

## Résultats nationaux

### Les prestations familiales, de logement et RMI au titre de 2003

#### CCMSA

Direction des études, des répertoires et des statistiques

Les Mercuriales – 40 rue Jean Jaurès 93547 BAGNOLET CEDEX

Responsable de la publication : Alain PELC

Département Prestations vieillesse, accidents du travail et famille :

Sylvie HARDOUIN	: courriel : <a href="mailto:hardouin.sylvie@ccmsa.msa.fr">hardouin.sylvie@ccmsa.msa.fr</a>
Françoise THIBAUDOT	: courriel : <a href="mailto:thibaudot.francoise@ccmsa.msa.fr">thibaudot.francoise@ccmsa.msa.fr</a>
Christèle LAPORTE	: courriel : <a href="mailto:laporte.christele@ccmsa.msa.fr">laporte.christele@ccmsa.msa.fr</a>

Mission Synthèses :

Ghislaine ROSAY	: courriel : <a href="mailto:rosay.ghislaine@ccmsa.msa.fr">rosay.ghislaine@ccmsa.msa.fr</a>
Claudine GAILLARD	: courriel : <a href="mailto:gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr">gaillard.claudine@ccmsa.msa.fr</a>

# Table des matières

<b>Table des matières</b> .....	<b>3</b>
<b>Les prestations au titre de l'année 2003 du régime agricole</b> .....	<b>4</b>
<b>A. Les prestations familiales et de logement</b> .....	<b>5</b>
I. La législation en vigueur .....	5
A. Le cadre juridique .....	5
B. Barème et conditions d'attribution .....	7
1. Aides au logement .....	7
1.1 Les allocations logement (salariés et non-salariés) .....	7
1.2 La prime de déménagement .....	7
2. Allocation aux adultes handicapés .....	8
3. Prestations liées à la famille .....	8
II. Les bénéficiaires de prestations familiales .....	10
A. Les prestations liées à la famille .....	10
1. Non-salariés Métropole .....	10
2. Non-salariés DOM .....	12
3. Salariés .....	13
B. Prestations de logement .....	15
1. Non-salariés (Métropole) .....	15
2. Salariés .....	17
III. Les prestations familiales et de logement servies par le régime agricole (hors RMI) .....	19
A. Les prestations familiales et de logement au titre de 2003 .....	20
1. Non-salariés .....	20
2. Salariés .....	24
B. Ventilation régionale et départementale des prestations familiales et de logement au titre de 2003 ....	27
<b>B. Le revenu minimum d'insertion et l'allocation spécifique d'attente</b> .....	<b>29</b>
I. La législation en vigueur .....	29
A. Le cadre juridique .....	29
1. Le revenu minimum d'insertion .....	29
2. L'allocation spécifique d'attente .....	29
B. Barème et conditions d'attribution .....	30
1. Le revenu minimum d'insertion .....	30
2. L'allocation spécifique d'attente .....	30
II. Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion .....	31
A. Non-salariés Métropole .....	31
B. Salariés .....	32
III. Les montants de RMI et de l'ASA au titre de 2003 par le régime agricole .....	33
A. Montants au titre de 2003 .....	33
1. Non-salariés Métropole .....	33
2. Salariés .....	33
B. Ventilation régionale et départementale du RMI au titre de 2003 au régime agricole .....	34
<b>Abréviations</b> .....	<b>35</b>
<b>Régions et départements</b> .....	<b>36</b>

# **Les prestations au titre de l'année 2003 du régime agricole**

- A. Les prestations familiales  
et de logement
- B. Le revenu minimum d'insertion  
et l'allocation spécifique d'attente

# A. Les prestations familiales et de logement

## I. La législation en vigueur

### A. Le cadre juridique

Depuis le 1er janvier 1960, le Budget Annexe des Prestations Familiales Agricoles a été intégré dans le Budget Annexe des Prestations Sociales Agricoles (BAPSA).

De nombreuses mesures législatives ont régulièrement apporté des modifications et créé de nouvelles allocations en fonction de situations particulières et de la politique familiale définie par les pouvoirs publics. La chronologie suivante recense les principales étapes législatives des dix dernières années.

#### 1993

- Création d'une aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés (Arrêté du 29 janvier 1993),
- Attribution d'une majoration exceptionnelle aux bénéficiaires de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) (Décret n° 1016 du 25 août 1993),
- Extension à l'ensemble du territoire de l'allocation de logement à caractère social à toutes les personnes qui ne bénéficient ni de l'ALF ni de l'APL (Bouclage ALS).

#### 1994

- Substitution de l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés par le complément de l'AAH (Décret n° 634 du 19 juillet 1994),
- Reconstitution de la majoration de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) (Décret n° 691 du 11 juillet 1994),
- Mise en place de l'aide à la scolarité qui remplace les bourses des collèges (Loi du 25 juillet 1994),
- Extension de l'APE aux familles de 2 enfants à partir du 1er juillet (Loi n° 629 du 25 juillet 1994).

#### 1995

- Création de l'allocation d'adoption (Loi du 25 juillet 1994),
- Aménagement du dispositif de l'allocation parentale d'éducation (APE), afin de permettre à des conjoints qui souhaiteraient exercer tous les deux une activité professionnelle réduite, de bénéficier chacun d'une APE à taux partiel (Loi du 25 juillet 1994),
- Doublement du montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (AFEAMA),
- Extension de l'allocation de garde d'enfant à domicile (AGED) aux enfants de 3 à 6 ans (Loi n° 94-629 du 25 juillet 1994, articles 7 à 10, décrets n° 122 et 123 du 7 février 1995, Loi n° 95-116 du 4 février 1995, article 47),
- Reconstitution de la majoration d'allocation de rentrée scolaire (ARS) (Décret n° 909 du 11 août 1995).

#### 1996

- Mise en place de la CRDS sur les aides au logement (Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996),
- Gel des augmentations de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF),
- Mise sous conditions de ressources de l'allocation pour jeune enfant (APJE), dite courte, attribuée aux familles jusqu'au 3<sup>ème</sup> mois de l'enfant (Ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996, décret n° 553 du 20 juin 1996),
- Mise sous conditions de ressources de l'allocation d'adoption selon les mêmes règles que celles de l'APJE (Loi n° 96-604 du 5 juillet 1996, décret n° 97-418 du 25 avril 1997).

#### 1997

- Mise en place de la CRDS sur les prestations familiales (Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996),
- Modification du dispositif de l'évaluation forfaitaire des ressources à l'ouverture du droit (Décrets n° 78, 79, 83, 84, 85 du 30 janvier 1997, arrêté du 30 janvier 1997),
- Fusion, à effet du 1er avril 1997, des barèmes APL1 et 2 dans le secteur locatif (Décret du 28 mars 1997),
- Intégration des indemnités journalières maladie, accidents du travail et maladies professionnelles dans les ressources prises en compte pour le calcul des prestations soumises à conditions de ressources (Loi du 30 décembre 1996).

#### 1998

- Mise sous conditions de ressources des allocations familiales (Loi du 19 décembre 1997),
- Reprise de la gestion de l'aide à la scolarité par le Ministère de l'Education Nationale (Loi du 9 juillet 1998).

## 1999

- Retour à l'universalité des allocations familiales par la suppression de la mise sous conditions de ressources (Loi du 23 décembre 1998),
- Extension à 20 ans, au lieu de 19, de la limite d'âge pour être enfant à charge, sous condition de poursuite d'études, de formation professionnelle ou d'apprentissage (Décret n° 1213 du 29 décembre 1998),
- Attribution de l'allocation de rentrée scolaire aux familles non bénéficiaires de prestations familiales, n'ayant qu'un seul enfant à charge (Loi du 23 décembre 1998),
- Fixation des majorations pour âge à 11 et 16 ans, au lieu de 10 et 15 ans (Loi du 23 décembre 1998),
- Modification des règles de saisissabilité des prestations familiales (Décret n° 99-359 du 10 mai 1999 et décret n° 99-815 du 16 septembre 1999),
- Mise en œuvre du tiers payant obligatoire en allocation logement pour le parc social non conventionné (Loi n° 657 du 29 juillet 1998, article 116, décrets n° 467 et 468 du 4 juin 1999),
- Evaluation forfaitaire des ressources des non-salariés fixées à 1500 SMIC (Décret n° 99-541 du 28 juin 1999, article 1<sup>er</sup>),
- Présomption d'inaptitude au travail à 60 ans en faveur des bénéficiaires de l'AAH (Loi du 30 décembre 1998).

## 2000

- Prolongation jusqu'aux 21 ans de l'enfant du versement du complément familial et des aides au logement ; au regard du complément familial et de l'allocation à caractère familial (Décret n° 71 du 28 janvier 2000), au regard de l'aide personnalisée au logement (Décret n° 395 du 9 mai 2000), à effet au 1er janvier 2000,
- Non-versement des aides au logement en cas de location entre parents ou entre personnes liées par un pacte civil de solidarité (Loi n° 99-1173 du 30 décembre 1999) à effet au 1er janvier 2000,
- Modification des dispositions applicables aux prestations familiales soumises à conditions de ressources ou d'isolement, aux aides au logement, à l'allocation aux adultes handicapés et au revenu minimum d'insertion : toute personne liée par un pacte civil de solidarité peut désormais bénéficier, comme les couples mariés ou concubins, des prestations familiales et assimilées (Loi n° 99-944 du 15 novembre 1999),
- Revalorisation au 1er juillet 2000 des barèmes des allocations logement (Décret n° 750 du 1er août 2000). Evaluation forfaitaire spécifique des ressources pour les jeunes de moins de 25 ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2000 (Décret n° 749 du 1er août 2000),
- Revalorisation au 1er juillet 2000 des barèmes de l'aide personnalisée au logement (Décret n° 2000-635 du 7 juillet 2000),
- Evaluation forfaitaire spécifique des ressources pour les jeunes de moins de 25 ans, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2000 (Décret n° 2000-635 du 7 juillet 2000).

## 2001

- Mise en place, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, du barème unique des aides au logement dans le secteur locatif (Décrets n° 2000-1269 et 1273 du 26 décembre 2000),
- Revalorisation des prestations familiales et de l'AAH au 1<sup>er</sup> janvier 2001 (Décret n° 2001-8 du 4 janvier 2001),
- Les conditions d'attribution de l'APE et de l'AFEAMA sont modifiées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 par la loi 2000-1257 du 23 décembre 2000. L'AFEAMA n'est plus cumulable avec l'APE à taux plein,
- Les décrets 2001-9 et 2001-10 du 4 janvier 2001 prévoient un dispositif d'intéressement à la reprise d'activité des bénéficiaires de l'APE à taux plein et une modulation de la majoration de l'AFEAMA en fonction de l'âge des enfants et des ressources des ménages,
- L'allocation de présence parentale (APP) est instaurée par la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000. L'allocation est attribuée à la personne qui est amenée à interrompre son activité professionnelle ou à la réduire, lorsque l'enfant dont elle assume la charge est atteint d'une maladie ou d'un handicap grave ou est victime d'un accident grave nécessitant une présence soutenue ou des soins contraignants attestés par un certificat médical (Décrets n° 2001-105 et 2001-106 du 5 février 2001),
- La suppression de la production de fiches d'état civil et des justificatifs de domicile en 2001, dans le cadre de la simplification administrative fait l'objet du décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000,
- Revalorisation des plafonds de ressources au 1<sup>er</sup> juillet 2001 pour l'attribution des prestations familiales (Décret n° 2001-556 du 28 juin 2001),
- Actualisation des barèmes allocation logement (accession et logement foyer) au 1<sup>er</sup> juillet 2001 et actualisation du barème unique locatif par le décret n° 2001-698 du 31 juillet 2001,
- Actualisation des barèmes APL (accession et logement foyer) par l'arrêté du 30 juillet 2001,
- Abattement pour double résidence en ALF et ALS (Décrets 2001-1021 et 1022 du 5 novembre 2001),
- Abattement pour double résidence en APL (Décret 2001-1037 du 5 novembre 2001).
- La loi de finances 2001 apporte de nouvelles mesures fiscales pour la détermination des revenus nets catégoriels de l'année 2000 (Loi n° 2000-1352 du 30 décembre 2000).

## 2002

- Montants mensuels des prestations familiales versées en métropole et dans les DOM arrondis au centime d'euro le plus proche (arrondi communautaire) au lieu du franc le plus proche (Décret n° 2001-1203 du 17 décembre 2001),
- La majoration de l'allocation de rentrée scolaire (ARS), applicable depuis plusieurs années a été pérennisée, elle se confond désormais avec l'ARS versée une fois par an (Décret n° 2001-719 du 17 décembre 2001),
- Création de l'allocation différentielle d'ARS destinée aux familles dont les ressources excèdent les plafonds d'un montant inférieur à une somme fixée réglementairement, versée pour la première fois à la rentrée scolaire (Loi n° 2001-1246 du 21 décembre 2001 de financement de la Sécurité Sociale pour 2002 et Décret n° 2002-1059 du 7 août 2002),
- Augmentation du montant de l'allocation de présence parentale et procédures liées à ce droit simplifiées (Décret n° 2002-373 du 19 mars 2002),
- Création de trois nouvelles catégories de compléments d'allocation d'éducation spéciale au 1<sup>er</sup> avril 2002, s'ajoutant aux trois déjà existantes (Décret n° 2002-421 et 422 du 29 mars 2002).

## 2003

- Allocation forfaitaire versée mensuellement pendant un an aux familles de trois enfants au moins pour chaque enfant ouvrant droit aux allocations familiales, qui fête ses 20 ans à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2003 (Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2003 n° 2002-1487 du 20 décembre 2002).
- Alignement progressif du montant de l'allocation de parent isolé versé dans les DOM afin de s'aligner à terme (2007) sur celui de la métropole (Décret n° 2001-280 du 2 avril 2001).
- L'allocation différentielle d'ARS est destinée aux familles dont les ressources excèdent les plafonds de ressources d'ARS d'un montant inférieur au plafond de base majoré du montant de l'ARS multiplié par le nombre d'enfants ouvrant droit à l'ARS (Décret n° 2002-1059 du 7 août 2002).

## B. Barème et conditions d'attribution

### 1. Aides au logement

#### 1.1 Les allocations logement (salariés et non-salariés)

Elles sont de trois types :

- allocation logement à caractère familial (ALF),
- allocation logement à caractère social (ALS),
- aide personnalisée au logement (APL).

Ces allocations logement ont pour objet d'améliorer les conditions d'habitation des plus défavorisés. Leur attribution et leur montant dépendent donc :

- des ressources des allocataires,
- du nombre d'enfants à charge,
- du loyer réel ou des mensualités de remboursement,
- des charges annexes,
- d'un loyer minimum de référence,
- du lieu d'implantation du logement.

Ces paramètres sont fixés par décret chaque année en juillet.

#### 1.2 La prime de déménagement

Elle est réservée aux seules familles ayant au moins 3 enfants (nés ou à naître) à charge et s'installant dans la période entourant la naissance du plus jeune enfant, soit du 3<sup>ème</sup> mois de grossesse au mois précédant son 1<sup>er</sup> anniversaire (Décret n° 206 du 27 mars 1987).

Depuis 1989, il n'y a plus de prime de déménagement rattachée à l'allocation logement à caractère social.

La principale modification d'ordre législatif des dix dernières années est la suivante :

#### 1999

- Mise en œuvre du tiers payant obligatoire en allocation logement pour le parc social non conventionné.

## 2. Allocation aux adultes handicapés

- Le montant de l'allocation aux adultes handicapés est égal au montant mensuel du minimum vieillesse :

$$\frac{(AVTS + FSV)}{12}$$

- Ce montant s'élève à 577,92 € au 1er janvier 2003.

La principale modification d'ordre législatif des dix dernières années est la suivante :

### 1999

- Présomption d'inaptitude au travail à 60 ans en faveur des bénéficiaires de l'AAH.

## 3. Prestations liées à la famille

Les principaux critères d'attribution des prestations familiales et les principaux montants sont présentés dans le tableau page 9. Le montant de la plupart d'entre elles est établi à partir de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF), qui s'élève à 347,68 € en 2003.

Les prestations dont le montant attribué n'est pas calculé à partir de la base mensuelle des allocations familiales sont :

- l'allocation de garde d'enfant à domicile,
- l'allocation de rentrée scolaire différentielle,
- le complément 3<sup>ème</sup> catégorie de l'allocation d'éducation spéciale (jusqu'au 31 mars 2002),
- le complément 6<sup>ème</sup> catégorie de l'allocation d'éducation spéciale (à compter du 1<sup>er</sup> avril 2002),
- l'AFEAMA sauf les majorations.

**Critères servant au calcul des différentes prestations familiales au 1er janvier 2003**  
Le montant de la base mensuelle des allocations familiales (BMAF) est au 01/01/2003 de 347,68 €

Nature de la prestation	% de la BMAF	Montant au 01/01/2003	Observations	Prestations soumises à condition :	
				sur le nombre d'enfants	de plafonds de ressources
Allocations familiales	32	111,26 €	Par famille	2	
	73	253,81 €		3	
	114	396,36 €		4	
	155	538,90 €		5	
	41	142,55 €			
	Majoration	9	31,29 €	Par enfant supplémentaire	
16		55,63 €	Pour enfant de plus de 11 ans Pour enfant de plus de 16 ans	2	
Allocation pour jeune enfant (du 3 <sup>e</sup> mois de la grossesse au 3 <sup>e</sup> mois de l'enfant)	45,95	159,76 €	Par enfant à charge		17 318 € pour un enfant
Allocation pour jeune enfant (enfant âgé de 3 mois à 3 ans)	45,95	159,76 €	Par famille		20 782 € pour deux enfants 24 938 € pour 3 enfants
Complément familial	41,65	144,81 €	Par famille	3	5 568 € majoration forfaitaire du plafond pour double activité ou personne seule
Allocation d'adoption	45,95	159,76 €	Par enfant		
Allocation parentale d'éducation	142,57	495,69 €	Cessation complète d'activité	2	
	94,27	327,76 €	Activité au plus égale à 50 %	2	
	71,29	247,86 €	Activité supérieure à 50 % et au plus égale à 80 %	2	
Allocation de soutien familial	30	104,30 €	Orphelin de père et de mère		
	22,50	78,23 €	Orphelin de père ou de mère		
Allocation d'éducation spéciale	32	111,26 €	Allocation de base		
	24	83,44 €	Complément : 1 <sup>re</sup> catégorie		
	65	225,99 €	Complément : 2 <sup>e</sup> catégorie		
	92	319,87 €	Complément : 3 <sup>e</sup> catégorie		
	142,57	495,69 €	Complément : 4 <sup>e</sup> catégorie		
	182,21	633,51 €	Complément : 5 <sup>e</sup> catégorie		
Allocation de rentrée scolaire	73,22	254,57 €	Versement annuel		16 140 € pour 1 enfant 3 725 € par enfant en plus
Allocation de parent isolé	150	521,52 €	Pour le parent		521,52 € revenu maximum de base
	50	173,84 €	Taux par enfant		
Allocation de garde d'enfant à domicile		1 548,00 (2)	Taux plein	enfant - de 3 ans	Ressources < à 34 744 € Ressources > à 34 744 € Sans condition de ressources mais bénéficiaire APE à taux partiel
		1 032,00 (2)	Taux plein	enfant - de 3 ans	
		516,00 (2)	Taux réduit	enfant de 3 à 6 ans	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée		(2)	Montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) assises sur le salaire réel versé à l'assistante maternelle		Pas de condition de ressources
Majorations	58,73	204,19 €		enfant - de 3 ans	Ressources < ou = à 80% du plafond pour le droit ARS Ressources > à 80 % Ressources > à 110 % Ressources < ou = à 80% du plafond pour le droit ARS Ressources > à 80 % Ressources > à 110 %
	46,44	161,46 €		enfant - de 3 ans	
	38,48	133,79 €		enfant - de 3 ans	
	29,37	102,11 €		enfant de 3 à 6 ans	
	23,22	80,73 €		enfant de 3 à 6 ans	
	19,24	66,89 €		enfant de 3 à 6 ans	
Allocation de présence parentale	234,01	813,61 €	<b>Couples</b> Cessation complète d'activité Activité au plus égale à 50 % Activité supérieure à 50 % et au plus égale à 80 % <b>Personnes seules</b> Cessation complète d'activité Activité au plus égale à 50 % Activité supérieure à 50 % et au plus égale à 80 %		
	117,01	406,82 €			
	71,29	247,86 €			
	277,89	966,17 €			
	146,26	508,52 €			
	94,27	327,76 €			

(1) Montant égal au montant de la majoration pour tierce personne accordée aux invalides de 6<sup>e</sup> catégorie.

(2) Montant indépendant de la BMAF.

## II. Les bénéficiaires de prestations familiales

### A. Les prestations liées à la famille

#### 1. Non-salariés Métropole

Tableau 1  
PFA Non-salariés Métropole - Répartition des familles et des enfants bénéficiaires de prestations familiales selon la taille de la famille en 2002 et 2003

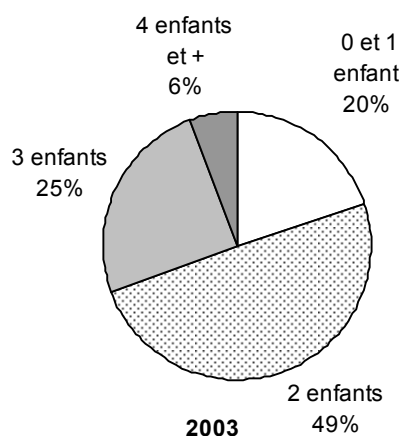
Types de familles	2002				2003				Evolution 2003/2002 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	
0 enfant (1)	1 412	1,3	-	-	1 230	1,1	-	-	-12,9
1 enfant	21 186	18,9	21 186	8,7	20 450	18,9	20 450	8,7	-3,5
2 enfants	55 451	49,4	110 902	45,5	53 456	49,5	106 912	45,6	-3,6
3 enfants	27 663	24,6	82 989	34,1	26 623	24,6	79 869	34,0	-3,8
4 enfants	5 266	4,7	21 064	8,7	5 080	4,7	20 320	8,7	-3,5
5 enfants	964	0,9	4 820	2,0	935	0,9	4 675	2,0	-3,0
6 enfants	251	0,2	1 506	0,6	230	0,2	1 380	0,6	-8,4
7 enfants	79	0,1	553	0,2	101	0,1	707	0,3	27,8
8 enfants et plus	50	0,0	423	0,2	41	0,0	353	0,2	-18,0
<b>TOTAL</b>	<b>112 322</b>	<b>100</b>	<b>243 443</b>	<b>100</b>	<b>108 146</b>	<b>100</b>	<b>234 666</b>	<b>100</b>	<b>-3,7</b>

Source : MSA

(1) APJE, ALF, API.

Graphique 1

PFA Non-salariés - Structure des catégories de familles bénéficiaires de prestations familiales en 2003 en décembre



Source : MSA

Graphique 2

PFA Non-salariés - Evolution du nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales (en millier, en décembre)

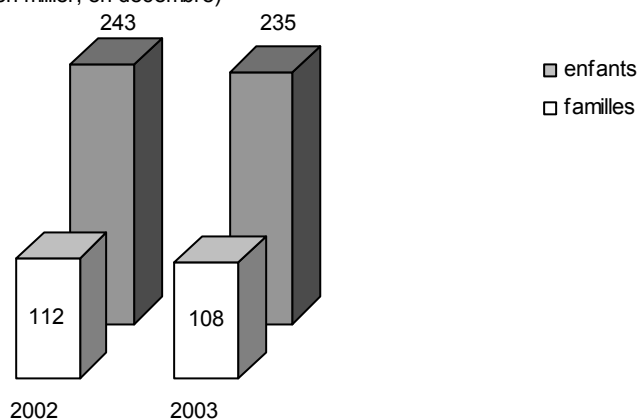


Tableau 2

**PFA Non-salariés Métropole - Nombre de familles bénéficiaires de prestations familiales en 2002 et 2003**  
**Répartition par type de prestation**

Types de prestations	2002	2003	Evolution 2003/2002 en %
<b>Prestations liées au nombre d'enfants (1)</b>			
- Allocations familiales	<b>88 202</b>	<b>84 943</b>	<b>-3,7</b>
dont sans majoration	23 230	22 717	-2,2
dont avec au moins une majoration	64 972	62 226	-4,2
<b>Prestations liées à la naissance (1)</b>			
- Allocations pour jeune enfant	<b>13 429</b>	<b>12 517</b>	<b>-6,8</b>
dont pour enfant, jusqu'au 3ème mois inclus (APJE courte) (1)	3 465	3 241	-6,5
dont pour enfant, du 4ème mois et jusqu'à 3 ans (APJE longue)	9 964	9 276	-6,9
dont à taux plein	9 640	8 958	-7,1
dont à taux différentiel	324	318	-1,9
<b>Prestations pour famille nombreuse (1)</b>			
- Complément familial	<b>22 037</b>	<b>21 351</b>	<b>-3,1</b>
dont à taux plein	21 569	20 891	-3,1
dont à taux différentiel	468	460	-1,7
- Allocation parentale d'éducation	<b>7 490</b>	<b>7 058</b>	<b>-5,8</b>
Pour 3 enfants	2 867	2 605	-9,1
Pour 2 enfants	4 623	4 453	-3,7
dont à taux plein	2 974	2 695	-9,4
dont à taux partiel	1 649	1 758	6,6
<b>Prestations liées au handicap (1)</b>			
- Allocation d'éducation spéciale	<b>1 882</b>	<b>1 891</b>	<b>0,5</b>
dont allocation seule	951	995	4,6
dont allocation + ancien ou nouveau complément 1 (24%)	308	126	-
dont allocation + ancien complément 2 (72%)	239	48	-
dont allocation + nouveau complément 2 (65%)	123	312	-
dont allocation + nouveau complément 3 (92%)	96	191	-
dont allocation + nouveau complément 4 (142,57%)	71	125	-
dont allocation + nouveau complément 5 (182,21%)	14	21	-
dont allocation + ancien complément type 3 ou nouveau type 6 (MTP) (3)	97	96	-1,0
- Allocation aux adultes handicapés	<b>14 581</b>	<b>13 212</b>	<b>-9,4</b>
dont à taux plein	3 601	3 284	-8,8
dont à taux réduit	10 975	9 918	-9,6
dont à taux indéterminé	5	10	-
<b>Prestations liées à la garde d'enfant (1)</b>			
- Allocation de garde d'enfant à domicile	<b>421</b>	<b>351</b>	<b>-16,6</b>
dont à taux plein	134	100	-25,4
dont à taux réduit	287	251	-12,5
- AFEAMA	<b>5 058</b>	<b>5 428</b>	<b>7,3</b>
<b>Autres prestations</b>			
- Allocation de rentrée scolaire (2)	<b>69 125</b>	<b>65 765</b>	<b>-4,9</b>
- Allocation de parent isolé (1)	<b>217</b>	<b>209</b>	<b>-3,7</b>
- Allocation de soutien familial (1)	<b>2 791</b>	<b>2 765</b>	<b>-0,9</b>
- Allocation d'adoption (1)	<b>56</b>	<b>55</b>	<b>-1,8</b>
- Allocation de présence parentale (1)	<b>27</b>	<b>34</b>	<b>25,9</b>

Source : MSA

(1) En décembre de l'année.

(2) Dénombrement exhaustif sur l'ensemble de l'année.

(3) MTP : majoration pour tierce personne.

## 2. Non-salariés DOM

Tableau 3

**PFA DOM - Non-salariés**  
**Nombre de familles bénéficiaires par type de prestation au 31 décembre 2002 et 2003**

Types de prestations	2002	2003	Evolution 2003/2002 en %
- Allocations familiales	3 044	2 811	-7,7
- Complément familial	256	226	-11,7
- Allocation de parent isolé	10	10	0,0
- Allocation de logement à caractère familial	481	425	-11,6
- Prime de déménagement	-	-	-
- Allocation d'éducation spéciale	47	44	-6,4
- Allocation de soutien familial	193	188	-2,6
- Allocation aux adultes handicapés	66	63	-4,5
- Complément d' A.A.H	-	s	s
- Allocation de rentrée scolaire	2 090	1 925	-7,9
- Allocation parentale d'éducation (2 enfants)	22	23	4,5
- Allocation parentale d'éducation (3 enfants)	8	6	-25,0
- APJE jusqu'au 3ème mois de l'enfant	76	47	-38,2
- APJE depuis le 4ème mois de l'enfant	295	253	-14,2
- AFEAMA	9	s	s
- Allocation de garde d'enfant à domicile	s	s	s

Source : MSA

### 3. Salariés

Il n'y a pas d'assuré salarié au régime agricole dans les DOM. Les travailleurs agricoles des DOM sont affiliés à la caisse générale de sécurité sociale du département concerné.

Tableau 4  
**PFA Salariés - Répartition des familles et des enfants bénéficiaires de prestations familiales selon la taille de la famille en 2002 et 2003**

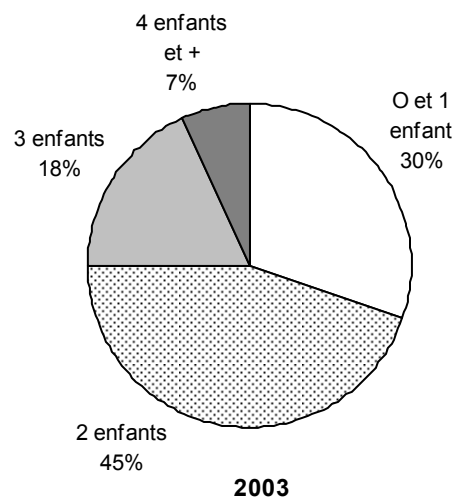
Types de familles	2002				2003				Evolution 2003/2002 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	Nombre d'enfants	Structure en %	
0 enfant (1)	8 302	5,6	-	-	8 133	5,4	-	-	-
1 enfant	36 438	24,6	36 438	12,3	37 244	24,9	37 244	12,5	2,2
2 enfants	65 603	44,3	131 206	44,2	66 810	44,7	133 620	44,8	1,8
3 enfants	26 699	18,1	80 097	27,0	26 714	17,9	80 142	26,9	0,1
4 enfants	7 399	5,0	29 596	10,0	7 187	4,8	28 748	9,6	-2,9
5 enfants	2 355	1,6	11 775	4,0	2 243	1,5	11 215	3,8	-4,8
6 enfants	779	0,5	4 674	1,6	747	0,5	4 482	1,5	-4,1
7 enfants	264	0,2	1 848	0,6	242	0,2	1 694	0,6	-8,3
8 enfants et plus	119	0,1	1 031	0,3	116	0,1	1 002	0,3	-2,5
<b>TOTAL</b>	<b>147 958</b>	<b>100</b>	<b>296 665</b>	<b>100</b>	<b>149 436</b>	<b>100</b>	<b>298 147</b>	<b>100</b>	<b>1,0</b>

Source : MSA

(1) APJE, ALF, API.

Graphique 3

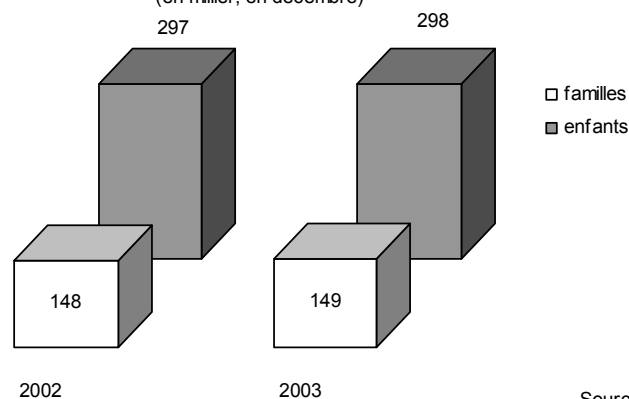
**PFA Salariés - Structure des catégories de familles bénéficiaires de prestations familiales en 2003 en décembre**



Source : MSA

Graphique 4

**PFA Salariés - Evolution du nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales (en millier, en décembre)**



Source : MSA

Tableau 5

**PFA Salariés - Nombre de familles bénéficiaires de prestations familiales en 2002 et 2003**  
**Répartition par type de prestation**

Types de prestations	2002	2003	Evolution 2003/2002 en %
<b>Prestations liées au nombre d'enfants (1)</b>			
- Allocations familiales	<b>101 048</b>	<b>101 870</b>	<b>0,8</b>
dont sans majoration	24 060	24 546	2,0
dont avec au moins une majoration	76 988	77 324	0,4
<b>Prestations liées à la naissance (1)</b>			
- Allocations pour jeune enfant	<b>31 607</b>	<b>30 749</b>	<b>-2,7</b>
dont pour enfant, jusqu'au 3ème mois inclus (APJE courte) (1)	9 132	8 776	-3,9
dont pour enfant, du 4ème mois et jusqu'à 3 ans (APJE longue)	22 475	21 973	-2,2
dont à taux plein	21 253	20 757	-2,3
dont à taux différentiel	1 222	1 216	-0,5
<b>Prestations pour famille nombreuse (1)</b>			
- Complément familial	<b>23 412</b>	<b>23 515</b>	<b>0,4</b>
dont à taux plein	23 061	23 101	0,2
dont à taux différentiel	351	414	17,9
- Allocation parentale d'éducation	<b>14 515</b>	<b>14 755</b>	<b>1,7</b>
Pour 3 enfants	4 249	4 057	-4,5
Pour 2 enfants	10 266	10 698	4,2
dont à taux plein	6 013	6 086	1,2
dont à taux partiel	4 253	4 612	8,4
<b>Prestations liées au handicap (1)</b>			
- Allocation d'éducation spéciale	<b>2 684</b>	<b>2 874</b>	<b>7,1</b>
dont allocation seule	1 479	1 651	11,6
dont allocation + ancien ou nouveau complément 1 (24%)	382	176	-
dont allocation + ancien complément 2 (72%)	332	60	-
dont allocation + nouveau complément 2 (65%)	144	371	-
dont allocation + nouveau complément 3 (92%)	138	286	-
dont allocation + nouveau complément 4 (142,57%)	111	224	-
dont allocation + nouveau complément 5 (182,21%)	6	19	-
dont allocation + ancien complément type 3 ou nouveau type 6 (MTP) (3)	117	117	0,0
- Allocation aux adultes handicapés	<b>19 763</b>	<b>20 384</b>	<b>3,1</b>
dont à taux plein	5 707	6 047	6,0
dont à taux réduit	14 032	14 314	2,0
dont à taux indéterminé	24	23	-
<b>Prestations liées à la garde d'enfant (1)</b>			
- Allocation de garde d'enfant à domicile	<b>878</b>	<b>832</b>	<b>-5,2</b>
dont à taux plein	277	250	-9,7
dont à taux réduit	601	582	-3,2
- AFEAMA	<b>16 393</b>	<b>17 788</b>	<b>8,5</b>
<b>Autres prestations</b>			
- Allocation de rentrée scolaire (2)	<b>73 282</b>	<b>73 023</b>	<b>-0,4</b>
- Allocation de parent isolé (1)	<b>948</b>	<b>1 011</b>	<b>6,6</b>
- Allocation de soutien familial (1)	<b>6 796</b>	<b>7 271</b>	<b>7,0</b>
- Allocation d'adoption (1)	<b>36</b>	<b>41</b>	<b>13,9</b>
- Allocation de présence parentale (1)	<b>52</b>	<b>85</b>	<b>-</b>

Source : MSA

(1) En décembre de l'année.

(2) Dénombrement exhaustif sur l'ensemble de l'année.

(3) MTP : majoration pour tierce personne.

## B. Prestations de logement

### 1. Non-salariés Métropole

Tableau 6

#### PFA Non-salariés Métropole - Nombre de familles bénéficiaires d'aides au logement en 2002 et 2003

Types d'aides au logement	2002		2003		Evolution 2003/2002 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE FAMILIAL</b>					
Location					
Pas de personnes à charges ou non significatif	67	0,4	70	0,5	-
1 personne à charge	1 898	11,3	1 775	11,0	-6,5
2 personnes à charge	2 193	13,0	2 002	12,4	-8,7
3 personnes à charge	1 212	7,2	1 145	7,1	-5,5
4 personnes et + à charge	444	2,6	413	2,6	-7,0
Total location ALF	5 814	34,5	5 405	33,6	-7,0
Accession					
Pas de personnes à charges ou non significatif	54	0,3	56	0,3	-
1 personne à charge	2 330	13,8	2 213	13,7	-5,0
2 personnes à charge	4 540	27,0	4 405	27,4	-3,0
3 personnes à charge	3 109	18,5	3 052	18,9	-1,8
4 personnes et + à charge	995	5,9	975	6,1	-2,0
Total accession ALF	11 028	65,5	10 701	66,4	-3,0
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALF</b>	<b>16 842</b>	<b>100</b>	<b>16 106</b>	<b>100</b>	<b>-4,4</b>
dont primes de déménagement	s	-	3	-	-
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE SOCIAL</b>					
Location					
Personnes âgées de 60 à 65 ans	144	0,2	128	0,2	-
Personnes âgées de 65 ans ou plus	60 095	86,1	57 888	86,1	-
Infirmes, adultes handicapés	338	0,5	320	0,5	-5,3
Jeunes travailleurs	22	0,0	36	0,1	63,6
Chômeurs	6	0,0	4	0,0	-
Bénéficiaires du RMI	567	0,8	578	0,8	1,9
Bouclage ALS (*)	3 512	5,0	3 571	5,3	1,7
Total location ALS	64 684	92,7	62 525	93,0	-3,3
Accession					
Personnes âgées de 60 à 65 ans	22	0,0	18	0,0	-
Personnes âgées de 65 ans ou plus	2 512	3,6	2 204	3,3	-16,4
Infirmes, adultes handicapés	61	0,1	51	0,1	-16,4
Jeunes travailleurs	s	-	s	0,0	-
Chômeurs	s	0,0	s	-	-
Bénéficiaires du RMI	219	0,3	249	0,3	13,7
Bouclage ALS (*)	2 258	3,2	2 213	3,3	-2,0
Total accession ALS	5 077	7,3	4 737	7,0	-6,7
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALS</b>	<b>69 761</b>	<b>100</b>	<b>67 262</b>	<b>100</b>	<b>-3,6</b>
<b>AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT</b>					
Location					
APL Location hors foyers	15 509	35,1	15 157	36,0	-2,3
APL 1 Foyers	15 681	35,5	15 648	37,2	-0,2
APL 2 Foyers jeunes travailleurs	20	0,1	17	-	-15,0
Total location APL	31 210	70,7	30 822	73,2	-1,2
Accession					
Acquisition et amélioration logement existant :					
- avec PAP ou PTZ	817	1,9	601	1,4	-26,4
- avec PC ou PAS	1 869	4,2	1 692	4,0	-9,5
Acquisition logement existant sans travaux avec PC ou PAS	92	0,2	115	0,3	25,0
Agrandissement ou aménagement :					
- avec PAP ou PTZ	73	0,2	45	0,1	-38,4
- avec PC ou PAS	307	0,7	279	0,7	-9,1
Amélioration par le propriétaire occupant :					
- avec PAP ou PTZ	38	0,1	26	0,1	-31,6
- avec PC ou PAS	198	0,4	116	0,3	-41,4
Construction ou acquisition de logements neufs :					
- avec prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) ou prêt à taux zéro (PTZ)	3 679	8,3	2 875	6,8	-21,9
- prêt conventionné (PC) ou accession sociale (PAS)	5 851	13,3	5 528	13,1	-5,5
Total accession APL	12 924	29,3	11 277	26,8	-12,7
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL APL</b>	<b>44 134</b>	<b>100</b>	<b>42 099</b>	<b>100</b>	<b>-4,6</b>
dont primes de déménagement	0	-	s	-	-
<b>TOTAL GENERAL LOCATION</b>	<b>101 708</b>	<b>77,8</b>	<b>98 752</b>	<b>78,7</b>	<b>-2,9</b>
<b>TOTAL GENERAL ACCESSION</b>	<b>29 029</b>	<b>22,2</b>	<b>26 715</b>	<b>21,3</b>	<b>-8,0</b>
<b>TOTAL GENERAL LOGEMENT</b>	<b>130 737</b>	<b>100</b>	<b>125 467</b>	<b>100</b>	<b>-4,0</b>

Source : MSA

s : donnée confidentielle, en application des règles du secret statistique.

(\*) Dans le cadre du "Bouclage" de 1993, l'ALS peut être servie à toute personne ne pouvant bénéficier ni de l'ALF, ni de l'APL dans l'ensemble du territoire.

Tableau 7

**PFA Non-salariés Métropole - Nombre de familles bénéficiaires  
de prestations logement en 2002 et 2003 au 31 décembre**

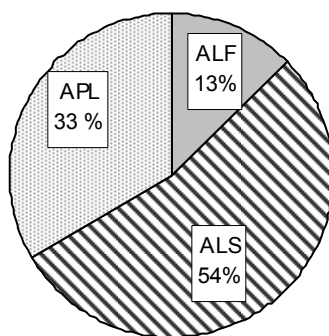
Types d'aides au logement	2002	2003
<b>Prestations à caractère familial</b>		
allocation de logement	16 842	16 106
dont prime de déménagement	s	3
<b>Prestations à caractère social</b>		
allocation de logement	69 761	67 262
<b>Aide personnalisée au logement</b>		
allocation de logement	44 134	42 099
dont prime de déménagement	0	s
<b>Total des bénéficiaires</b>	<b>130 737</b>	<b>125 467</b>

Source : MSA

*s : donnée confidentielle, en application des règles du secret statistique.*

Graphique 5

**PFA Non-salariés  
Structure des effectifs bénéficiaires de prestations logement en 2003**



**2003**

Source: MSA

## 2. Salariés

Tableau 8

### PFA Salariés - Nombre de familles bénéficiaires d'aides au logement en 2002 et 2003

Types d'aides au logement	2002		2003		Evolution 2003/2002 du nombre de familles en %
	Nombre de familles	Structure en %	Nombre de familles	Structure en %	
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE FAMILIAL</b>					
Location					
Pas de personnes à charges ou non significatif	346	1,1	347	1,1	-
1 personne à charge	6 884	22,4	6 820	22,2	-0,9
2 personnes à charge	6 380	20,7	6 478	21,0	1,5
3 personnes à charge	3 820	12,4	3 807	12,4	-0,3
4 personnes et + à charge	2 440	7,9	2 361	7,7	-3,2
<b>Total location ALF</b>	<b>19 870</b>	<b>64,5</b>	<b>19 813</b>	<b>64,4</b>	<b>-0,3</b>
Accession					
Pas de personnes à charges ou non significatif	41	0,1	43	0,2	-
1 personne à charge	2 068	6,7	2 096	6,8	1,4
2 personnes à charge	4 341	14,1	4 379	14,2	0,9
3 personnes à charge	2 903	9,4	2 934	9,5	1,1
4 personnes et + à charge	1 566	5,1	1 518	4,9	-3,1
<b>Total accession ALF</b>	<b>10 919</b>	<b>35,5</b>	<b>10 970</b>	<b>35,6</b>	<b>0,5</b>
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALF</b>	<b>30 789</b>	<b>100</b>	<b>30 783</b>	<b>100</b>	<b>0,0</b>
dont primes de déménagement	3	-	3	-	-
<b>ALLOCATION LOGEMENT A CARACTERE SOCIAL</b>					
Location					
Personnes âgées de 60 à 65 ans	230	0,4	190	0,3	-
Personnes âgées de 65 ans ou plus	31 699	50,3	30 965	49,0	-
Infirmes, adultes handicapés	2 562	4,1	2 553	4,0	-0,4
Jeunes travailleurs	1 475	2,3	1 740	2,8	18,0
Chômeurs	496	0,8	499	0,8	0,6
Bénéficiaires du RMI	3 406	5,4	3 425	5,4	0,6
Bouclage ALS (*)	20 510	32,5	21 175	33,5	3,2
<b>Total location ALS</b>	<b>60 378</b>	<b>95,8</b>	<b>60 547</b>	<b>95,8</b>	<b>0,3</b>
Accession					
Personnes âgées de 60 à 65 ans	9	0,0	6	0,0	-
Personnes âgées de 65 ans ou plus	555	0,9	477	0,7	-
Infirmes, adultes handicapés	106	0,2	101	0,2	-4,7
Jeunes travailleurs	24	0,0	25	0,0	4,2
Chômeurs	53	0,1	49	0,1	-7,5
Bénéficiaires du RMI	94	0,1	97	0,2	3,2
Bouclage ALS (*)	1 817	2,9	1 902	3,0	4,7
<b>Total accession ALS</b>	<b>2 658</b>	<b>4,2</b>	<b>2 657</b>	<b>4,2</b>	<b>0,0</b>
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL ALS</b>	<b>63 036</b>	<b>100</b>	<b>63 204</b>	<b>100</b>	<b>0,3</b>
<b>AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT</b>					
Location					
APL Location hors foyers	40 807	66,1	41 349	67,6	1,3
APL 1 Foyers	8 564	13,9	8 570	14,0	0,1
APL 2 Foyers jeunes travailleurs	390	0,6	473	0,8	21,3
<b>Total location APL</b>	<b>49 761</b>	<b>80,6</b>	<b>50 392</b>	<b>82,4</b>	<b>1,3</b>
Accession					
Acquisition et amélioration logement existant :					
- avec PAP ou PTZ	677	1,1	523	0,9	-22,7
- avec PC ou PAS	1 437	2,3	1 258	2,1	-12,5
Acquisition logement existant sans travaux avec PC ou PAS	125	0,2	134	0,2	7,2
Agrandissement ou aménagement :					
- avec PAP ou PTZ	s	0,0	s	0,0	
- avec PC ou PAS	42	0,1	35	0,1	-16,7
Amélioration par le propriétaire occupant :					
- avec PAP ou PTZ	12	0,0	11	0,0	-8,3
- avec PC ou PAS	25	0,0	17	0,0	-32,0
Construction ou acquisition de logements neufs :					
- avec prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP) ou prêt à taux zéro (PTZ)	3 686	6,0	2 885	4,7	-21,7
- prêt conventionné (PC) ou accession sociale (PAS)	5 952	9,6	5 885	9,6	-1,1
Location-accession :					
- avec PC ou PAS	s	0,0	s		
<b>Total accession APL</b>	<b>11 965</b>	<b>3,8</b>	<b>10 757</b>	<b>14,3</b>	<b>-10,1</b>
<b>LOCATION + ACCESSION= TOTAL APL</b>	<b>61 726</b>	<b>84</b>	<b>61 149</b>	<b>97</b>	<b>-0,9</b>
dont primes de déménagement	0	-	3	-	
<b>TOTAL GENERAL LOCATION</b>	<b>130 009</b>	<b>83,6</b>	<b>130 752</b>	<b>84,3</b>	<b>0,6</b>
<b>TOTAL GENERAL ACCESSION</b>	<b>25 542</b>	<b>16,4</b>	<b>24 384</b>	<b>15,7</b>	<b>-4,5</b>
<b>TOTAL GENERAL LOGEMENT</b>	<b>155 551</b>	<b>100</b>	<b>155 136</b>	<b>100</b>	<b>-0,3</b>

Source : MSA

s : donnée confidentielle, en application des règles du secret statistique.

(\*) Dans le cadre du "Bouclage" de 1993, l'ALS peut être servie à toute personne ne pouvant bénéficier ni de l'ALF, ni de l'APL dans l'ensemble du territoire.

Tableau 9

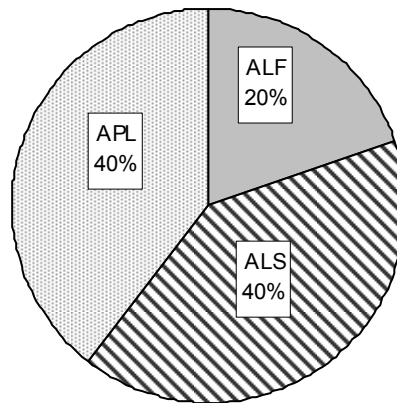
**PFA Salariés - Nombre de familles bénéficiaires  
de prestations logement en 2002 et 2003 au 31 décembre**

Types d'aides au logement	2002	2003
<b>Prestations à caractère familial</b>		
allocation de logement	30 789	30 783
dont prime de déménagement	3	3
<b>Prestations à caractère social</b>		
allocation de logement	63 036	63 204
<b>Aide personnalisée au logement</b>		
allocation de logement	61 726	61 149
dont prime de déménagement	0	3
<b>Total des bénéficiaires</b>	<b>155 551</b>	<b>155 136</b>

Source : MSA

Graphique 6

**PFA Salariés  
Structure des effectifs bénéficiaires de prestations logement en 2003**



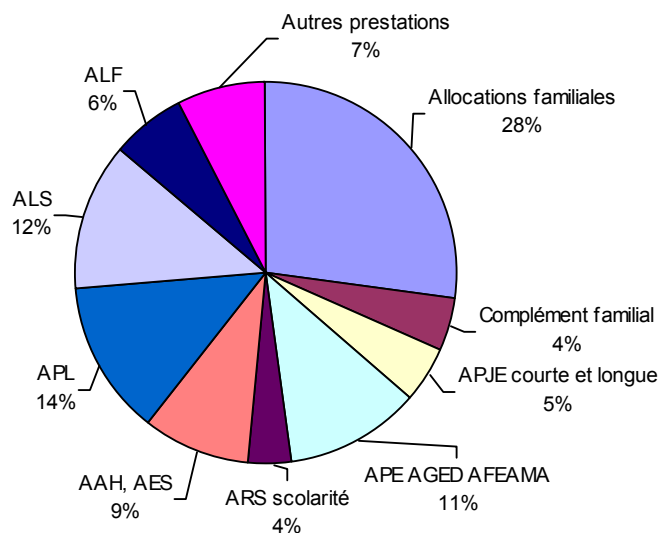
**2003**

Source: MSA

### III. Les prestations familiales et de logement servies par le régime agricole (hors RMI)

Graphique 7

**Structure des prestations familiales et de logement versées par le régime agricole en 2003**

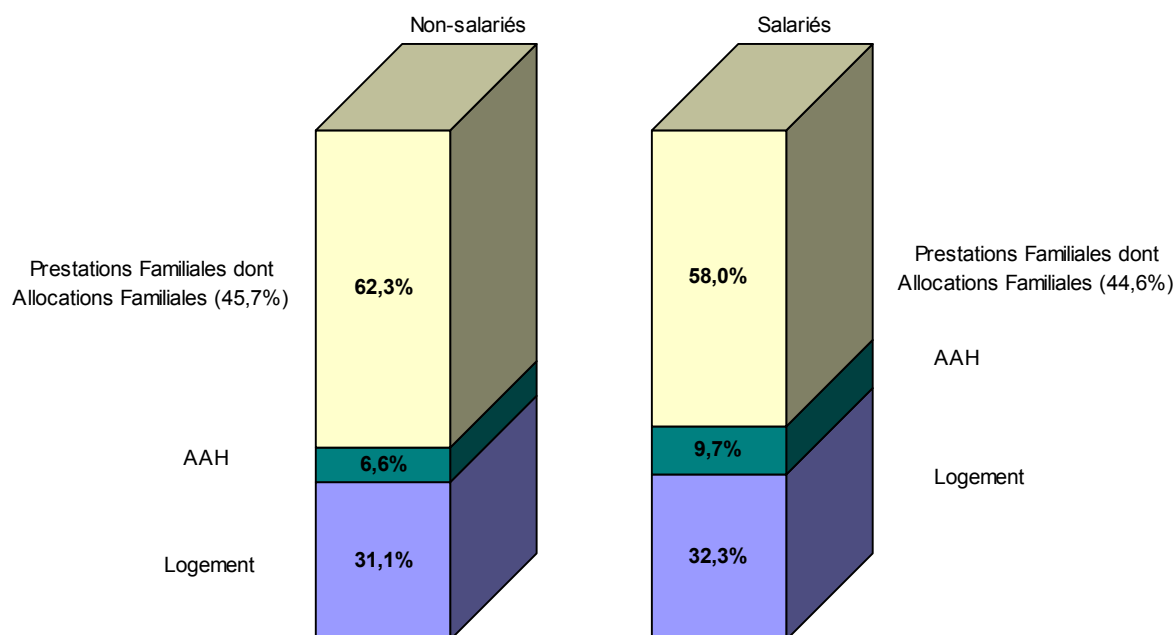


**Total des prestations 2003 (Métropole) : 1,8 milliard d'euros**

Source : MSA

Graphique 8

**Structure des prestations familiales et de logement en 2003**



Source : MSA

## A. Les prestations familiales et de logement au titre de 2003

### 1. Non-salariés

Tableau 10

#### PFA Non-salariés

#### Montant des prestations familiales et de logement au titre de 2002 et au titre de 2003

(en millier d'euros)

Types de prestations	2002	2003 (1)	Evolution 2003/2002 en %
<b>I - METROPOLE</b>			
<b>Prestations liées à la famille</b>			
- Allocations familiales	226 290	220 042	-2,8
- Allocations forfaitaires	-	354	-
- Complément familial	38 876	37 750	-2,9
- Allocation pour jeune enfant (- 3 mois)	7 028	6 750	-4,0
- Allocation pour jeune enfant (- 3 ans)	19 414	18 551	-4,4
- Allocation d'adoption	117	147	25,6
- Allocation de soutien familial	4 395	4 299	-2,2
- Allocation de parent isolé	974	992	1,8
- Allocation de présence parentale	256	318	24,2
- Allocation parentale d'éducation (pour 3 enfants)	18 296	20 407	11,5
- Allocation parentale d'éducation (pour 2 enfants)	24 429	20 030	-18,0
- Majoration d'AFEAMA	8 734	8 723	-0,1
- Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cotisations URSSAF)	9 058	9 827	8,5
- Allocation de garde d'enfant à domicile moins de 3 ans	533	437	-18,0
- Allocation de garde d'enfant à domicile plus de 3 ans	-	111	-
- Allocation de rentrée scolaire	31 047	29 938	-3,6
- Majoration d'allocation de rentrée scolaire	56	3	-94,6
- Allocation d'éducation spéciale de base	6 514	4 819	
- Allocation d'éducation spéciale complément	-	2 815	
- Prestations payées à l'étranger	-	3	
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>	<b>396 017</b>	<b>386 316</b>	<b>-2,4</b>
<b>Prestations logement</b>			
- A caractère familial :			
- allocation	37 889	37 251	-1,7
- prime de déménagement	13	13	0,0
- A caractère social (FNAL) :			
- allocation	114 479	108 558	-5,2
- Aide personnalisée au logement (FNH) :			
- allocation	100 459	94 516	-5,9
- prime de déménagement	-	1	-
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LOGEMENT</b>	<b>252 840</b>	<b>240 339</b>	<b>-4,9</b>
<b>Autres prestations</b>			
- Allocation aux adultes handicapés (2)	55 218	51 145	-7,4
- I.J. Congés paternité	1 760	4 175	137,2
- Secours et aides financières	1 342	1 107	-17,5
- Financement FNH	85 991	87 249	1,5
- Contribution allocation de logement temporaire (ALT)	1 500	1 375	-8,3
- Fonds spécial de l' UNAF	-	414	-
- Intérêts BAPSA	549	-	-
- Frais de tutelle	579	465	-19,7
<b>TOTAL DES AUTRES PRESTATIONS</b>	<b>146 939</b>	<b>145 930</b>	<b>-0,7</b>
<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>795 796</b>	<b>772 585</b>	<b>-2,9</b>
<b>II - DEPARTEMENTS D'OUTRE MER</b>	<b>6 986</b>	<b>6 568</b>	<b>-6,0</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>802 782</b>	<b>779 153</b>	<b>-2,9</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

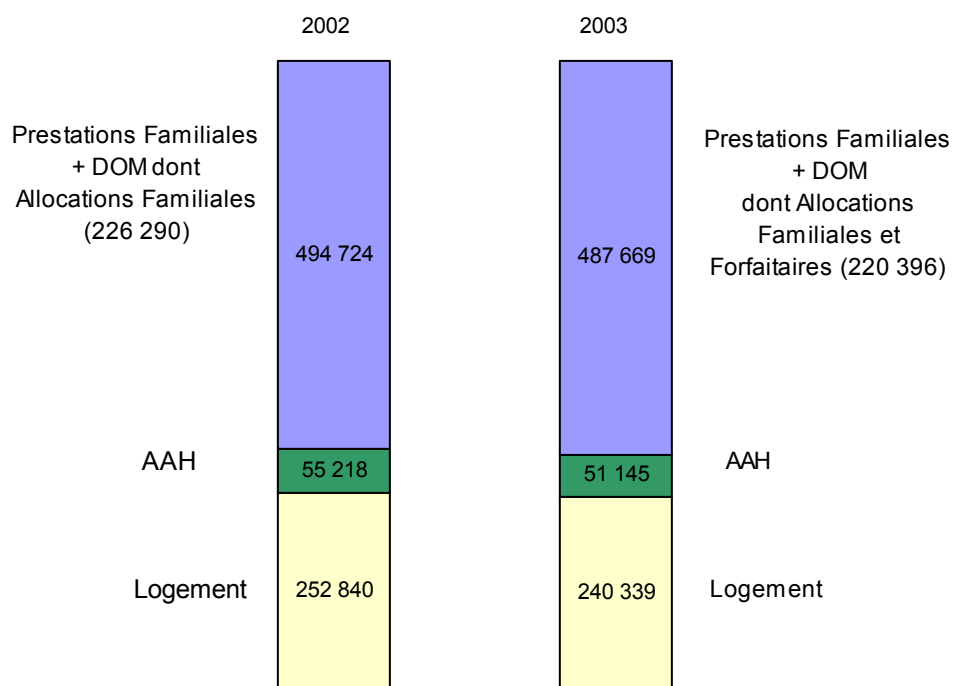
(2) Y compris le complément d'AAH : 1 539 milliers d'euros en 2002 et 1 418 milliers d'euros en 2003.

Graphique 9

**PFA Non-salariés**

**Montants des prestations familiales et de logement versées en 2002 et 2003**

(en millier d'euros)



Source : MSA

Tableau 11  
**PFA Non-salariés Métropole - Aide personnalisée au logement**  
**Montant des prestations au titre de 2002 et au titre de 2003**

(en millier d'euros)

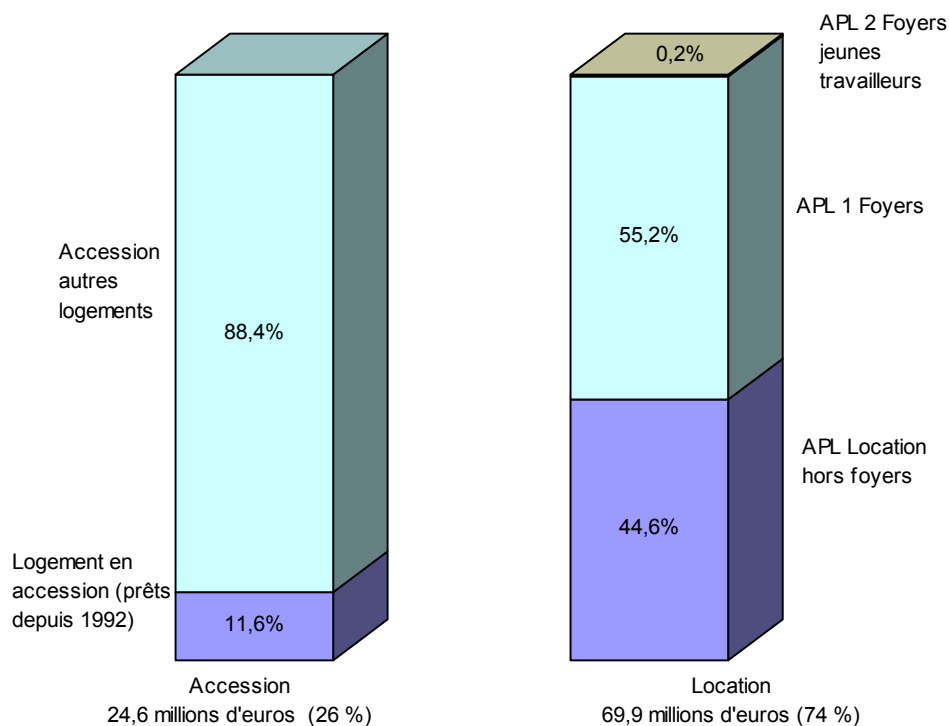
Types d'aides personnalisées au logement	2002	2003 (1)	Evolution 2003/2002 en %
Location			
APL Location hors foyers	32 239	31 147	-3,4
APL 1 Foyers	39 310	38 608	-1,8
APL 2 Foyers jeunes travailleurs	114	120	5,3
<b>Total location APL</b>	<b>71 663</b>	<b>69 875</b>	<b>-2,5</b>
Accession			
Logement en accession (prêts depuis janvier 1992)	3 003	2 866	-4,6
Accession autres logements	25 691	21 775	-15,2
<b>Total accession APL</b>	<b>28 694</b>	<b>24 641</b>	<b>-14,1</b>
<b>Total location + accession APL</b>	<b>100 357</b>	<b>94 516</b>	<b>-5,8</b>
Primes de déménagement	-	1	-
Pertes de créances irrécouvrables	102	-	-
<b>TOTAL APL</b>	<b>100 459</b>	<b>94 517</b>	<b>-5,9</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

Graphique 10

**PFA Salariés - Structure des prestations APL versées en 2003**  
(hors primes de déménagement)



**Total APL 2003 : 94,5 millions d'euros**

Source : MSA

Tableau 12

**PFA DOM - Non-salariés**  
**Montants des prestations familiales et de logement versées en 2002 et 2003 (1)**

(en millier d'euros)

Types de prestations	2002	2003
- Complément familial	154	162
- Allocations familiales	4 297	3 965
- Allocation de parent isolé	15	20
- ALF	693	576
- AES	126	219
- ASF	318	308
- AAH (1)	108	118
- ARS sans majoration	599	588
- AFEAMA y compris la majoration	28	21
- APE (2 enfants)	71	89
- APE (3 enfants)	63	32
- APJE courte	102	94
- APJE longue	402	365
- AGED	2	3
<b>TOTAL</b>	<b>6 978</b>	<b>6 561</b>
- Majoration d'ARS	6	4
- Aide à la scolarité	0	0
- Allocation de présence parentale	0	3
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 984</b>	<b>6 568</b>

Source: MSA

(1) Y compris le complément d'AAH.

## 2. Salariés

Tableau 13

### PFA Salariés

#### Montant des prestations familiales et de logement au titre de 2002 et au titre de 2003

(en millier d'euros)

Types de prestations	2002	2003 (1)	Evolution 2003/2002 en %
<b>Prestations liées à la famille</b>			
- Allocations familiales	256 268	258 136	0,7
- Allocations forfaitaires	-	426	
- Complément familial	40 772	40 797	0,1
- Allocation pour jeune enfant (- 3 mois)	18 331	17 981	-1,9
- Allocation pour jeune enfant (- 3 ans)	42 301	42 448	0,3
- Allocation d'adoption	85	87	2,4
- Allocation de soutien familial	10 300	10 806	4,9
- Allocation de parent isolé	4 306	4 445	3,2
- Allocation de présence parentale	331	640	
- Allocation parentale d'éducation (pour 3 enfants)	25 728	29 815	15,9
- Allocation parentale d'éducation (pour 2 enfants)	50 093	47 366	-5,4
- Majoration d'AFEAMA	26 730	30 277	13,3
- Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cotisations URSSAF)	32 637	33 572	2,9
- Allocation de garde d'enfant à domicile moins de 3 ans	1 388	1 013	-27,0
- Allocation de garde d'enfant à domicile plus de 3 ans	-	191	-
- Allocation de rentrée scolaire	33 150	33 153	0,0
- Majoration d'allocation de rentrée scolaire	42	6	-85,7
- Allocation d'éducation spéciale de base	8 896	6 774	
- Allocation d'éducation spéciale complément	-	3 896	
- Prestations payées à l'étranger	3 696	4 164	12,66
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LIEES A LA FAMILLE</b>	<b>555 054</b>	<b>565 993</b>	<b>2,0</b>
<b>Prestations logement</b>			
- A caractère familial :			
- allocation	75 238	76 479	1,6
- prime de déménagement	89	73	-18,0
- A caractère social (FNAL) :			
- allocation	107 456	108 865	1,3
- Aide personnalisée au logement (FNH) :			
- allocation	136 638	136 964	0,2
- prime de déménagement	3	7	-
<b>TOTAL DES PRESTATIONS LOGEMENT</b>	<b>319 424</b>	<b>322 388</b>	<b>0,9</b>
<b>Autres prestations</b>			
- Allocation aux adultes handicapés (2)	93 811	96 369	2,7
- I.J. Congés paternité	5 168	6 615	28,0
- Frais de tutelle	6 237	5 877	-5,8
- Fonds spécial de l' UNAF		1	-
<b>TOTAL DES AUTRES PRESTATIONS</b>	<b>105 216</b>	<b>108 862</b>	<b>3,5</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>979 694</b>	<b>997 243</b>	<b>1,8</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

(2) Y compris le complément d'AAH : 3 239 milliers d'euros en 2002 et 3 354 milliers d'euros en 2003.

Graphique 11

**PFA Salariés**

**Montants des prestations familiales et de logement versées en 2002 et 2003**

(en millier d'euros)

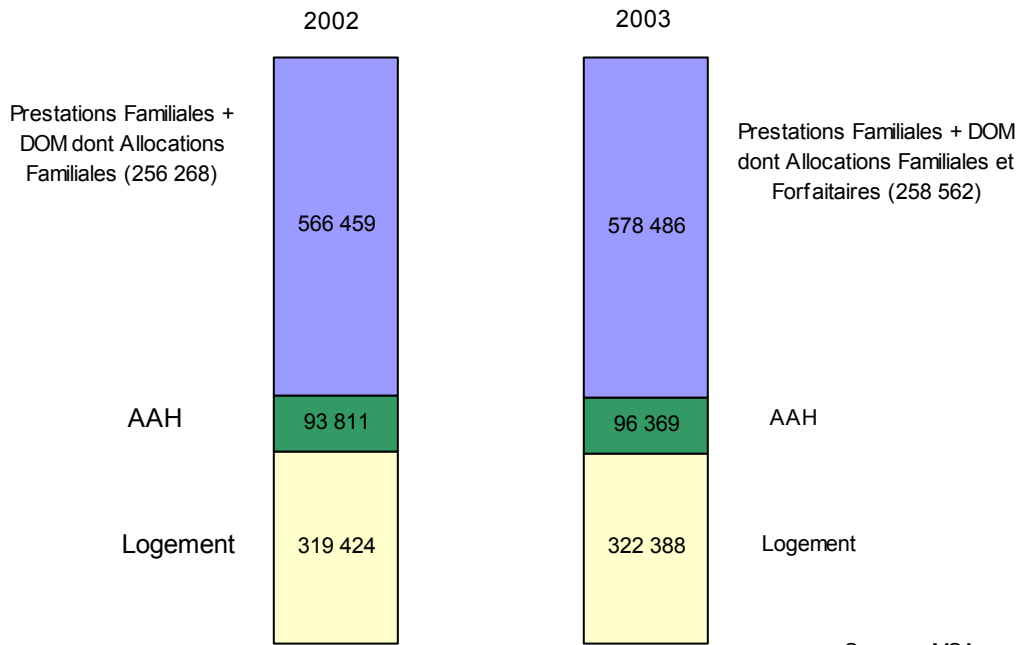


Tableau 14  
**PFA Salariés - Aide personnalisée au logement**  
**Montant des prestations au titre de 2002 et au titre de 2003**

(en millier d'euros)

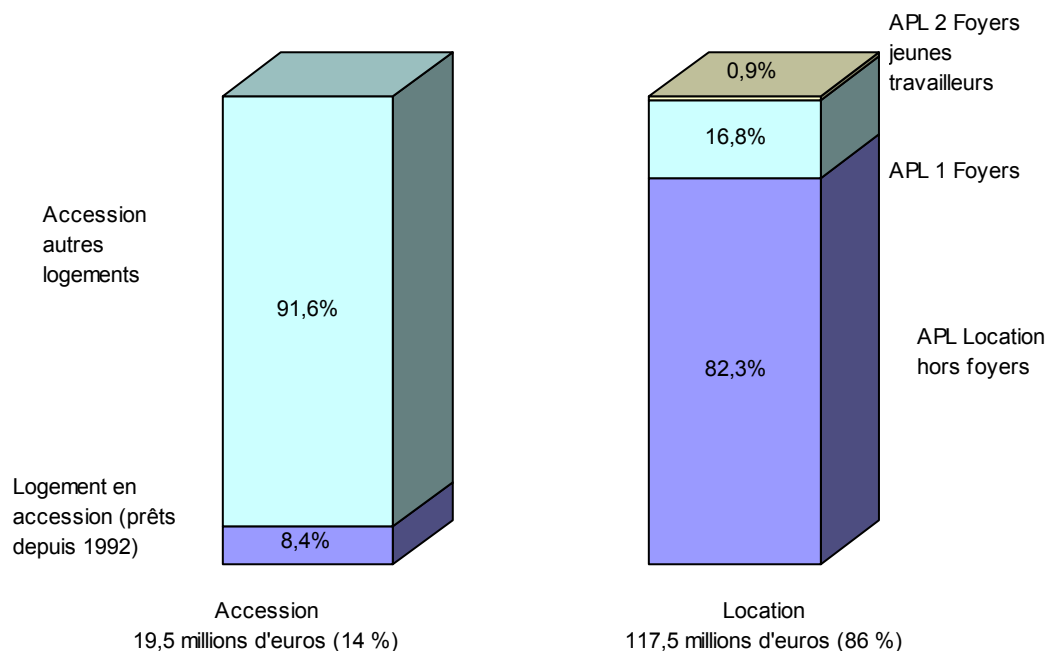
Types d'aides personnalisées au logement	2002	2003 (1)	Evolution 2003/2002 en %
Location			
APL Location hors foyers	93 954	96 627	2,8
APL 1 Foyers	19 793	19 738	-0,3
APL 2 Foyers jeunes travailleurs	879	1 089	23,9
<b>Total location APL</b>	<b>114 626</b>	<b>117 454</b>	<b>2,5</b>
Accession			
Logement en accession (prêts depuis janvier 1992)	1 689	1 645	-2,6
Accession autres logements	20 215	17 865	-11,6
<b>Total accession APL</b>	<b>21 904</b>	<b>19 510</b>	<b>-10,9</b>
<b>Total location + accession APL</b>	<b>136 530</b>	<b>136 964</b>	<b>0,3</b>
Primes de déménagement	3	7	-
Pertes de créances irrécouvrables	108	-	-
<b>TOTAL APL</b>	<b>136 641</b>	<b>136 971</b>	<b>0,2</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

Graphique 12

**PFA Salariés - Structure des prestations APL versées en 2003**  
(hors primes de déménagement)



**Total APL 2003 : 137 millions d'euros**

Source: MSA

B. Ventilation régionale et départementale des prestations familiales et de logement au titre de 2003

Tableau 15  
PFA Non-salariés  
Montants des prestations familiales et de logement au titre de 2003 (1)

(en millier d'euros)

Régions et départements	PF hors logement	ALF, ALS, APL + primes	Total	Régions et départements	PF hors logement	ALF, ALS, APL + primes	Total
<b>Ile-de-France</b>	<b>3 949</b>	<b>873</b>	<b>4 822</b>	Dordogne	5 786	3 990	9 776
Ardennes (2)	.	.	.	Gironde	5 048	2 782	7 830
Aube	2 951	536	3 487	Landes	3 520	2 458	5 978
Marne (2)	11 948	2 050	13 998	Lot-et-Garonne	5 249	3 305	8 554
Haute-Marne	2 534	657	3 191	Pyrénées-Atlantiques	8 155	3 444	11 599
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>17 433</b>	<b>3 243</b>	<b>20 676</b>	<b>Aquitaine</b>	<b>27 758</b>	<b>15 979</b>	<b>43 737</b>
Aisne	4 557	753	5 310	Ariège	2 280	1 654	3 934
Oise	3 070	427	3 497	Aveyron (7)	16 220	8 808	25 028
Somme	4 125	807	4 932	Haute-Garonne	3 227	2 452	5 679
<b>Picardie</b>	<b>11 752</b>	<b>1 987</b>	<b>13 739</b>	Gers	4 831	2 426	7 257
Eure	3 361	1 131	4 492	Lot	4 066	2 176	6 242
Seine-Maritime	4 397	2 309	6 706	Hautes-Pyrénées	2 359	1 384	3 743
<b>Haute-Normandie</b>	<b>7 758</b>	<b>3 440</b>	<b>11 198</b>	Tarn (7)	.	.	.
Cher	2 930	1 364	4 294	Tarn-et-Garonne	3 730	2 252	5 982
Eure-et-Loir	2 365	713	3 078	<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>36 713</b>	<b>21 152</b>	<b>57 865</b>
Indre	3 160	1 928	5 088	Corrèze	4 105	2 768	6 873
Indre-et-Loire	3 507	1 974	5 481	Creuse	4 073	2 483	6 556
Loir-et-Cher	2 478	1 312	3 790	Haute-Vienne	4 482	2 565	7 047
Loiret	2 833	1 124	3 957	<b>Limousin</b>	<b>12 660</b>	<b>7 816</b>	<b>20 476</b>
<b>Centre</b>	<b>17 273</b>	<b>8 415</b>	<b>25 688</b>	Ain	3 390	2 644	6 034
Calvados	5 075	2 977	8 052	Ardèche	4 505	4 523	9 028
Manche	10 905	7 638	18 543	Drôme	5 034	2 601	7 635
Orne (3)	.	.	.	Isère (8)	.	.	.
<b>Basse-Normandie</b>	<b>15 980</b>	<b>10 615</b>	<b>26 595</b>	Loire	6 331	4 708	11 039
Côte-d'or	3 804	1 192	4 996	Rhône	7 270	3 153	10 423
Nièvre	2 937	1 267	4 204	Savoie (8)	.	.	.
Saône-et-Loire	7 400	4 741	12 141	Haute-Savoie (8)	9 812	5 330	15 142
Yonne	3 373	907	4 280	<b>Rhône-Alpes</b>	<b>36 342</b>	<b>22 959</b>	<b>59 301</b>
<b>Bourgogne</b>	<b>17 514</b>	<b>8 107</b>	<b>25 621</b>	Allier	4 780	3 021	7 801
Nord	6 859	1 945	8 804	Cantal	5 703	4 132	9 835
Pas-de-Calais	7 713	2 220	9 933	Haute-Loire	7 452	5 313	12 765
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	<b>14 572</b>	<b>4 165</b>	<b>18 737</b>	Puy-de-Dôme	5 252	3 369	8 621
Meurthe-et-Moselle (4)	6 485	2 057	8 542	<b>Auvergne</b>	<b>23 187</b>	<b>15 835</b>	<b>39 022</b>
Meuse (2)	.	.	.	Aude	3 681	2 410	6 091
Moselle	2 480	775	3 255	Gard	3 987	2 426	6 413
Vosges (4)	.	.	.	Hérault	4 551	3 325	7 876
<b>Lorraine</b>	<b>8 965</b>	<b>2 832</b>	<b>11 797</b>	Lozère	3 192	1 788	4 980
Bas-Rhin (5)	.	.	.	Pyrénées-Orientales	2 165	1 796	3 961
Haut-Rhin (5)	5 294	1 306	6 600	<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>17 576</b>	<b>11 745</b>	<b>29 321</b>
<b>Alsace</b>	<b>5 294</b>	<b>1 306</b>	<b>6 600</b>	Alpes-de-Haute-Provence (9)	.	.	.
Doubs	6 386	1 725	8 111	Hautes-Alpes (9)	3 346	1 920	5 266
Jura	3 740	1 547	5 287	Alpes-Maritimes	1 573	981	2 554
Haute-Saône (6)	3 653	1 267	4 920	Bouches-du-Rhône	2 548	1 787	4 335
Territoire de Belfort (6)	.	.	.	Var	2 785	1 545	4 330
<b>Franche-Comté</b>	<b>13 779</b>	<b>4 539</b>	<b>18 318</b>	Vaucluse	3 569	2 189	5 758
Loire-Atlantique	10 357	6 200	21 421	<b>Prov.-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>13 821</b>	<b>8 422</b>	<b>22 243</b>
Maine-et-Loire	13 078	8 343	17 630	<b>Corse</b>	<b>2 514</b>	<b>2 276</b>	<b>4 790</b>
Mayenne	11 482	6 148	18 504	<b>Sous-total Métropole (10)</b>	<b>437 932</b>	<b>240 339</b>	<b>678 271</b>
Sarthe (3)	11 773	6 731	20 755	I.J. Congés paternité	4 175	-	4 175
Vendée	11 445	9 310	94 867	Secours et aides financières	1 107	-	1 107
<b>Pays-de-la-Loire</b>	<b>58 135</b>	<b>36 732</b>	<b>23 508</b>	- Financement FNH	87 249	-	87 249
Côtes-d'Armor	14 503	9 005	18 393	- Fonds spécial de l'UNAF	414	-	414
Finistère	11 139	7 254	24 916	Contribution allocation logement temporaire (ALT)	1 375	-	1 375
Ille-et-Vilaine	14 594	10 322	18 663	<b>TOTAL METROPOLE</b>	<b>532 252</b>	<b>240 339</b>	<b>772 591</b>
Morbihan	11 453	7 210	85 480	Guadeloupe	2 086	129	2 215
<b>Bretagne</b>	<b>51 689</b>	<b>33 791</b>	<b>7 557</b>	Martinique	530	66	596
Charente	4 736	2 821	7 553	Guyane	997	33	1 030
Charente-Maritime	4 907	2 646	15 262	Réunion	2 379	348	2 727
Deux-Sèvres	9 406	5 856	7 005	<b>Total DOM</b>	<b>5 992</b>	<b>576</b>	<b>6 568</b>
Vienne	4 219	2 786	37 377	<b>TOTAL FRANCE (11)</b>	<b>538 244</b>	<b>240 915</b>	<b>779 159</b>
<b>Poitou-Charentes</b>	<b>23 268</b>	<b>14 109</b>	<b>67 198</b>				

(1) Montants comptables.

(2) Les montants des départements 08 et 55 sont inclus dans le département 51

(3) Les montants du département 61 sont inclus dans le département 72

(4) Les montants du département 88 sont inclus dans le département 54

(5) Les montants du département 67 sont inclus dans le département 68

(6) Les montants du département 90 sont inclus dans le département 70

(7) Les montants du département 81 sont inclus dans le département 12

(8) Les montants des départements 38 et 73 sont inclus dans le département 74

(9) Les montants du département 04 sont inclus dans le département 05

(10) Y compris la majoration d'ARS.

(11) Le total des prestations peut différer, de quelques unités, des tableaux nationaux afin de conserver les totaux régionaux exacts.

Source : MSA

Tableau 16

## PFA Salariés

## Montants des prestations familiales et de logement au titre de 2003 (1)

(en millier d'euros)

Régions et départements	PF hors logement	ALF, ALS, APL + primes	Total	Régions et départements	PF hors logement	ALF, ALS, APL + primes	Total
<b>Ile-de-France</b>	<b>22 264</b>	<b>6 984</b>	<b>29 248</b>	Charente	6 443	3 750	10 193
Ardennes (2)	.	.	.	Charente-Maritime	13 626	6 464	20 090
Aube	5 685	2 229	7 914	Deux-Sèvres	9 889	3 962	13 851
Marne (2)	19 125	6 472	25 597	Vienne	7 955	4 439	12 394
Haute-Marne	2 013	870	2 883	<b>Poitou-Charentes</b>	<b>37 913</b>	<b>18 615</b>	<b>56 528</b>
<b>Champagne-Ardennes</b>	<b>26 823</b>	<b>9 571</b>	<b>36 394</b>	Dordogne	8 681	5 615	14 296
Aisne	11 049	4 720	15 769	Gironde	29 688	14 472	44 160
Oise	7 901	3 464	11 365	Landes	7 561	4 333	11 894
Somme	7 766	3 179	10 945	Lot-et-Garonne	11 821	6 828	18 649
<b>Picardie</b>	<b>26 716</b>	<b>11 363</b>	<b>38 079</b>	Pyrénées-Atlantiques	7 079	3 138	10 217
Eure	6 433	2 955	9 388	<b>Aquitaine</b>	<b>64 830</b>	<b>34 386</b>	<b>99 216</b>
Seine-Maritime	6 939	3 847	10 786	Ariège	1 883	1 446	3 329
<b>Haute-Normandie</b>	<b>13 372</b>	<b>6 802</b>	<b>20 174</b>	Aveyron (7)	9 934	5 529	15 463
Cher	4 999	2 658	7 657	Haute-Garonne	5 106	3 368	8 474
Eure-et-Loir	3 882	1 713	5 595	Gers	4 303	2 346	6 649
Indre	3 481	1 998	5 479	Lot	3 478	1 422	4 900
Indre-et-Loire	6 720	3 568	10 288	Hautes-Pyrénées	2 411	1 129	3 540
Loir-et-Cher	6 328	2 976	9 304	Tarn (7)	.	.	.
Loiret	9 602	3 431	13 033	Tarn-et-Garonne	6 962	4 135	11 097
<b>Centre</b>	<b>35 012</b>	<b>16 344</b>	<b>51 356</b>	<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>34 077</b>	<b>19 375</b>	<b>53 452</b>
Calvados	9 533	5 257	14 790	Corrèze	4 319	2 186	6 505
Manche	11 425	5 929	17 354	Creuse	2 499	1 600	4 099
Orne (3)	.	.	.	Haute-Vienne	4 836	3 077	7 913
<b>Basse-Normandie</b>	<b>20 958</b>	<b>11 186</b>	<b>32 144</b>	<b>Limousin</b>	<b>11 654</b>	<b>6 863</b>	<b>18 517</b>
Côte-d'or	6 412	2 341	8 753	Ain	5 109	1 906	7 015
Nièvre	3 032	1 548	4 580	Ardèche	3 166	1 918	5 084
Saône-et-Loire	7 227	3 313	10 540	Drôme	10 735	5 275	16 010
Yonne	6 423	2 362	8 785	Isère (8)	.	.	.
<b>Bourgogne</b>	<b>23 094</b>	<b>9 564</b>	<b>32 658</b>	Loire	4 188	1 807	5 995
Nord	12 632	4 735	17 367	Rhône	8 808	3 152	11 960
Pas-de-Calais	16 416	7 030	23 446	Savoie (8)	.	.	.
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	<b>29 048</b>	<b>11 765</b>	<b>40 813</b>	Haute-Savoie (8)	12 504	3 934	16 438
Meurthe-et-Moselle (4)	8 531	2 952	11 483	<b>Rhône-Alpes</b>	<b>44 510</b>	<b>17 992</b>	<b>62 502</b>
Meuse (2)	.	.	.	Allier	5 024	2 919	7 943
Moselle	3 062	1 230	4 292	Cantal	3 268	2 127	5 395
Vosges (4)	.	.	.	Haute-Loire	2 166	932	3 098
<b>Lorraine</b>	<b>11 593</b>	<b>4 182</b>	<b>15 775</b>	Puy-de-Dôme	3 604	1 540	5 144
Bas-Rhin (5)	.	.	.	<b>Auvergne</b>	<b>14 062</b>	<b>7 518</b>	<b>21 580</b>
Haut-Rhin (5)	8 002	2 224	10 226	Aude	6 492	4 521	11 013
<b>Alsace</b>	<b>8 002</b>	<b>2 224</b>	<b>10 226</b>	Gard	16 227	12 320	28 547
Doubs	4 569	1 376	5 945	Hérault	15 283	11 151	26 434
Jura	2 315	784	3 099	Lozère	1 308	673	1 981
Haute-Saône (6)	3 555	1 374	4 929	Pyrénées-Orientales	9 225	6 695	15 920
Territoire de Belfort (6)	.	.	.	<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>48 535</b>	<b>35 360</b>	<b>83 895</b>
<b>Franche-Comté</b>	<b>10 439</b>	<b>3 534</b>	<b>13 973</b>	Alpes-de-Haute-Provence (9)	.	.	.
Loire-Atlantique	12 969	4 255	17 224	Hautes-Alpes (9)	4 024	2 348	6 372
Maine-et-Loire	21 776	8 913	30 689	Alpes-Maritimes	4 305	2 730	7 035
Mayenne	5 987	2 818	8 805	Bouches-du-Rhône	14 938	9 793	24 731
Sarthe (3)	14 905	6 728	21 633	Var	12 734	8 580	21 314
Vendée	9 593	3 638	13 231	Vaucluse	19 909	13 530	33 439
<b>Pays-de-la-Loire</b>	<b>65 230</b>	<b>26 352</b>	<b>91 582</b>	<b>Prov.-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>55 910</b>	<b>36 981</b>	<b>92 891</b>
Côtes-d'Armor	16 411	5 409	21 820	<b>Corse</b>	<b>4 612</b>	<b>3 586</b>	<b>8 198</b>
Finistère	16 729	6 367	23 096	<b>Sous-total France (10)</b>	<b>668 240</b>	<b>322 387</b>	<b>990 628</b>
Ille-et-Vilaine	12 051	4 907	16 958	I.J. Congés paternité	6 615	-	6 615
Morbihan	14 395	5 158	19 553	Cotisations UNAF	1	-	1
<b>Bretagne</b>	<b>59 586</b>	<b>21 841</b>	<b>81 427</b>	<b>TOTAL FRANCE (11)</b>	<b>674 856</b>	<b>322 387</b>	<b>997 244</b>

SOURCE: MISA

(1) Montants comptables.

(2) Les montants des départements 08 et 55 sont inclus dans le département 51

(3) Les montants du département 61 sont inclus dans le département 72

(4) Les montants du département 88 sont inclus dans le département 54

(5) Les montants du département 67 sont inclus dans le département 68

(6) Les montants du département 90 sont inclus dans le département 70

(7) Les montants du département 81 sont inclus dans le département 12

(8) Les montants des départements 38 et 73 sont inclus dans le département 74

(9) Les montants du département 04 sont inclus dans le département 05

(10) Y compris la majoration d'ARS.

(11) Le total des prestations peut différer, de quelques unités, des tableaux nationaux afin de conserver les totaux régionaux exacts.

# B. Le revenu minimum d'insertion et l'allocation spécifique d'attente

## I. La législation en vigueur

### A. Le cadre juridique

#### 1. Le revenu minimum d'insertion

Institué par une loi du 1er décembre 1988 en faveur des personnes démunies, le Revenu minimum d'insertion (RMI) est constitué, d'une part, d'un contrat d'insertion établi entre le bénéficiaire et la commission locale d'insertion et, d'autre part, d'une allocation différentielle égale à la différence entre le RMI déterminé selon la composition du foyer et les ressources réelles du foyer.

Le revenu minimum d'insertion est attribué depuis le 15 décembre 1988 par les Caisses de mutualité sociale agricole aux ressortissants du régime agricole (non-salariés et salariés) ainsi qu'aux personnes à leur charge.

Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion doivent résider en France métropolitaine.

Il s'agit :

- des personnes âgées de plus de 25 ans,
- des personnes âgées de moins de 25 ans qui assument la charge d'enfants au sens des prestations familiales,
- des étrangers titulaires de la carte de résident ou de la carte de séjour et de travail de trois ans ou d'un titre équivalent.

Les personnes résidant en France métropolitaine prises en compte pour la détermination du droit au RMI sont :

- le conjoint ou le concubin, quels que soient son âge et sa situation professionnelle,
- les enfants ou personnes âgées de 25 ans à charge dont les ressources n'excèdent pas la majoration à laquelle ils ouvrent droit.

La principale modification d'ordre législatif de la décennie en cours est la suivante :

#### 2000

- Un nouveau dispositif de réduction sociale téléphonique (RST) concernant les bénéficiaires du RMI et de l'AAH est entré en application au 1<sup>er</sup> juillet 2000 (Décret n° 99-162 du 8 mars 1999),
- Une nouvelle prestation s'ajoute aux listes des ressources non prises en compte pour l'attribution du RMI : il s'agit de la rente viagère instituée par l'article 17 de la loi de finances rectificative de 1999 en faveur de certains rapatriés d'Algérie membres des formations supplétives et assimilés aux victimes de captivité (Décret n° 2000-840 du 30 août 2000),

#### 2001

- Les conditions d'appréciation des revenus professionnels des non-salariés pour l'accès au RMI ont été modifiées. La référence au revenu cadastral a été remplacée. Deux conditions sont désormais nécessaires :
  - être imposé au forfait,
  - le dernier bénéfice agricole forfaitaire connu de l'allocataire ne doit pas excéder douze fois le montant du RMI de base (Décret n° 2001-1078 du 16 novembre 2001).

#### 2002

- Fixation en euros du montant du RMI.

#### 2. L'allocation spécifique d'attente

L'allocation spécifique d'attente a été créée en 1998 par la loi du 17 avril pour :

- les personnes de moins de soixante ans ayant cotisé 160 trimestres au moins à l'assurance vieillesse et percevant soit le RMI, soit l'allocation de solidarité spécifique,
- les chômeurs de longue durée qui ont épuisé leurs droits.

Cette allocation est destinée à assurer un complément de revenus aux bénéficiaires potentiels dans l'attente de leur retraite.

Par décret du 5 avril 2002, création de l'Allocation Equivalent Retraite (AER) qui prend le relai de l'allocation spécifique d'attente (ASA) et est payée mensuellement par les ASSEDIC.

Contrairement à l'ASA, l'AER versée à certains demandeurs d'emploi âgés d'au moins 60 ans et ayant cotisé au moins 160 trimestres à l'assurance vieillesse, est prise en compte pour le calcul du RMI

## B. Barème et conditions d'attribution

### 1. Le revenu minimum d'insertion

Le montant mensuel du revenu minimum d'insertion est fixé par voie réglementaire. Il est majoré de 50 % pour la première personne à charge, de 30 % pour chaque personne à charge à partir de la deuxième et de 40 % à partir de la troisième personne décomptée sans le conjoint, le concubin ou le partenaire lié à un pacte de solidarité, soit en principe, à partir du 3<sup>ème</sup> enfant à charge.

#### Montants maximum du revenu minimum d'insertion au 1<sup>er</sup> janvier 2003

Montant de la base mensuelle : 411,70 euros	Taux	Montants au 01-01-2003
Personne seule	100 %	411,70 euros
Première personne à charge	50 %	+ 205,85 euros
Personne supplémentaire à charge au-delà de la 1 <sup>re</sup>	30 %	+ 123,51 euros
Personne supplémentaire à partir de la 3 <sup>ème</sup> , hors conjoint ou concubin	40 %	+ 164,68 euros

L'attribution du RMI dépend :

- des ressources du foyer y compris les prestations familiales,
- de l'engagement du bénéficiaire à participer aux actions ou activités favorisant son insertion sociale professionnelle.

En outre, il existe des conditions d'accès au RMI spécifiques aux non-salariés. Ceux-ci doivent, en effet, être soumis à un régime d'imposition forfaitaire et mettre en valeur une exploitation dont le revenu théorique exprimé en revenu cadastral, jusqu'en novembre 2001, n'excède pas un certain plafond.

Ce plafond d'accès au RMI est fixé à 411,70 € mensuel pour chaque non-salarié agricole. Il est majoré de 50 % pour la première personne vivant au foyer de l'exploitant, de 30 % pour chaque personne supplémentaire et de 40 % à partir de la troisième personne à charge.

### 2. L'allocation spécifique d'attente

L'allocation spécifique d'attente, qui était versée mensuellement et constituait un complément de ressources, disparaît à compter d'avril 2002.

## II. Les bénéficiaires du revenu minimum d'insertion

### A. Non-salariés Métropole

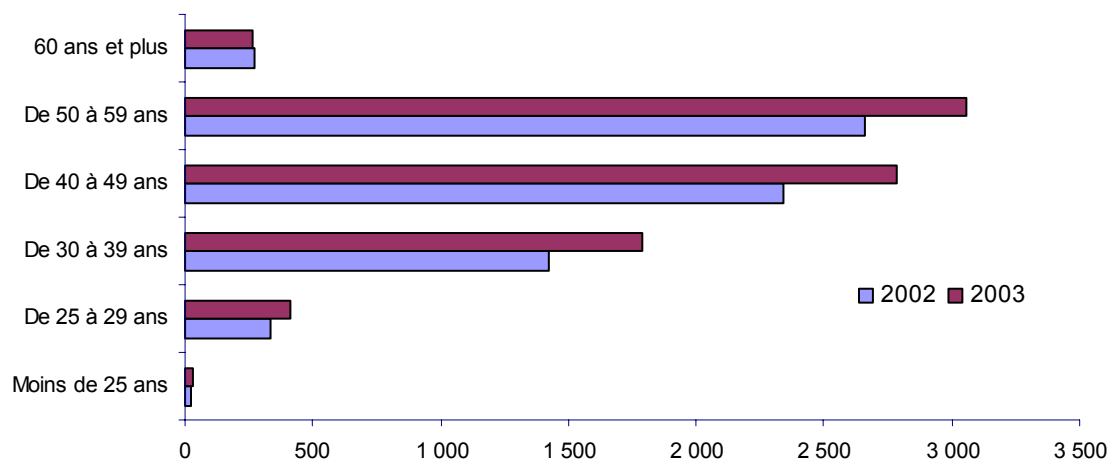
Tableau 17  
**RMI Non-salariés Métropole**  
**Répartition des bénéficiaires RMISTes selon l'âge en décembre 2002 et 2003**

Classes d'âge	2002		2003		Evolution 2003/2002 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Moins de 25 ans	23	0,3	30	0,4	30,4
De 25 à 29 ans	332	4,7	412	4,9	24,1
De 30 à 39 ans	1 423	20,2	1 786	21,4	25,5
De 40 à 49 ans	2 344	33,2	2 788	33,4	18,9
De 50 à 59 ans	2 659	37,7	3 059	36,7	15,0
60 ans et plus	269	3,8	265	3,2	-1,5
<b>TOTAL</b>	<b>7 050</b>	<b>100,0</b>	<b>8 340</b>	<b>100,0</b>	<b>18,3</b>

Source : MSA

Graphique 13

**RMI Non-salariés**  
**Répartition des RMISTes par tranche d'âge en décembre 2002 et 2003**



Source : MSA

Tableau 18

**RMI Non-salariés**  
**Répartition des bénéficiaires RMISTes**  
**selon la composition du foyer en décembre 2002 et 2003**

Composition du foyer	2002		2003		Evolution 2003/2002 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Homme sans enfant	2 577	36,6	3 223	38,6	25,1
Femme sans enfant	1 021	14,5	1 056	12,7	3,4
Homme + enfant(s)	126	1,8	154	1,8	22,2
Femme + enfant(s)	315	4,5	352	4,2	11,7
Couple sans enfant	954	13,5	1 105	13,2	15,8
Couple 1 enfant	805	11,4	884	10,6	9,8
Couple 2 enfants	757	10,7	926	11,1	22,3
Couple 3 enfants et plus	495	7,0	640	7,7	29,3
<b>TOTAL</b>	<b>7 050</b>	<b>100,0</b>	<b>8 340</b>	<b>100,0</b>	<b>18,3</b>

Source : MSA

## B. Salariés

Tableau 19

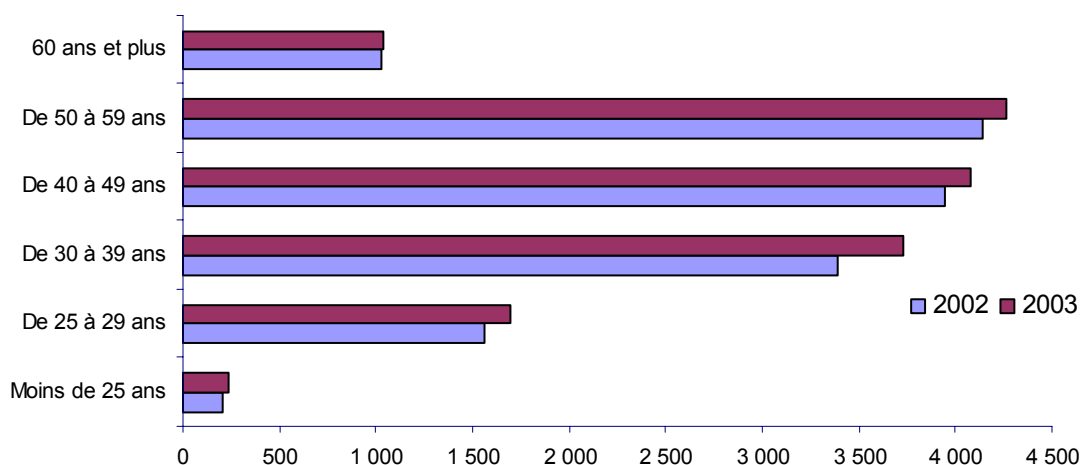
### RMI Salariés Répartition des bénéficiaires RMistes selon l'âge en décembre 2002 et 2003

Classes d'âge	2002		2003		Evolution 2003/2002 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Moins de 25 ans	206	1,4	239	1,6	16,0
De 25 à 29 ans	1 561	10,9	1 700	11,3	8,9
De 30 à 39 ans	3 393	23,8	3 731	24,8	10,0
De 40 à 49 ans	3 944	27,6	4 077	27,1	3,4
De 50 à 59 ans	4 136	29,0	4 264	28,3	3,1
60 ans et plus	1 030	7,2	1 042	6,9	1,2
<b>TOTAL</b>	<b>14 270</b>	<b>100,0</b>	<b>15 053</b>	<b>100,0</b>	<b>5,5</b>

Source : MSA

Graphique 14

### RMI Salariés Répartition des RMistes par tranche d'âge en décembre 2002 et 2003



Source : MSA

Tableau 20

### RMI Salariés Répartition des bénéficiaires RMistes selon la composition du foyer en décembre 2002 et 2003

Composition du foyer	2002		2003		Evolution 2003/2002 en %
	Effectifs	Structure en %	Effectifs	Structure en %	
Homme sans enfant	6 372	44,7	6 648	44,2	4,3
Femme sans enfant	2 115	14,8	2 203	14,6	4,2
Homme + enfant(s)	172	1,2	191	1,3	11,0
Femme + enfant(s)	1 496	10,5	1 724	11,5	15,2
Couple sans enfant	940	6,6	943	6,3	0,3
Couple 1 enfant	964	6,8	1 066	7,1	10,6
Couple 2 enfants	915	6,4	958	6,4	4,7
Couple 3 enfants et plus	1 296	9,1	1 320	8,8	1,9
<b>TOTAL</b>	<b>14 270</b>	<b>100,0</b>	<b>15 053</b>	<b>100,0</b>	<b>5,5</b>

Source : MSA

### III. Les montants de RMI et de l'ASA au titre de 2003 par le régime agricole

#### A. Montants au titre de 2003

##### 1. Non-salariés Métropole

Tableau 21

#### RMI - ASA Non-salariés Métropole Montants de RMI et de l'allocation spécifique d'attente au titre de 2002 et 2003

(en millier d'euros)

Types de prestations	2002 (1)	2003 (1)	Evolution 2003/2002 en %
RMI	27 267	30 325	11,2
Prime exceptionnelle	1 594	1 701	6,7
Frais de Tutelle	-	15	-
<b>TOTAL RMI</b>	<b>28 861</b>	<b>32 041</b>	<b>11,0</b>
Allocation spécifique d'attente (ASA)	88	-	-
<b>TOTAL RMI ET ASA</b>	<b>28 949</b>	<b>32 041</b>	<b>10,7</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

##### 2. Salariés

Tableau 22

#### RMI - ASA Salariés Montants de RMI et de l'allocation spécifique d'attente au titre de 2002 et 2003

(en millier d'euros)

Types de prestations	2002 (1)	2003 (1)	Evolution 2003/2002 en %
RMI	54 072	58 816	8,8
Prime exceptionnelle	3 289	3 208	-2,5
Frais de Tutelle	-	66	-
<b>TOTAL RMI</b>	<b>57 361</b>	<b>62 090</b>	<b>8,2</b>
Allocation spécifique d'attente (ASA)	20	3	-
<b>TOTAL RMI ET ASA</b>	<b>57 381</b>	<b>62 093</b>	<b>8,2</b>

Source : MSA

(1) Montants comptables.

## B. Ventilation régionale et départementale du RMI au titre de 2003 au régime agricole

Tableau 23  
Revenu minimum d'insertion  
Montant des prestations versées en 2003 au régime agricole (1) (2)

(en millier d'euros)

Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total	Régions et départements	Non-salariés	Salariés	Total
<b>Ile-de-France</b>	<b>98</b>	<b>703</b>	<b>801</b>	Charente	809	518	1 327
Ardennes (3)	.	.	.	Charente-Maritime	691	2 161	2 851
Aube	94	791	886	Deux-Sèvres	176	607	782
Marne (3)	414	845	1 259	Vienne	227	873	1 101
Haute-Marne	107	259	366	<b>Poitou-Charentes</b>	<b>1 903</b>	<b>4 159</b>	<b>6 062</b>
<b>Champagne-Ardenne</b>	<b>616</b>	<b>1 895</b>	<b>2 510</b>	Dordogne	1 159	1 262	2 421
Aisne	82	408	490	Gironde	240	1 558	1 799
Oise	80	664	743	Landes	362	276	638
Somme	111	570	681	Lot-et-Garonne	791	1 872	2 663
<b>Picardie</b>	<b>273</b>	<b>1 642</b>	<b>1 914</b>	Pyrénées-Atlantiques	433	405	838
Eure	168	639	806	<b>Aquitaine</b>	<b>2 985</b>	<b>5 373</b>	<b>8 358</b>
Seine-Maritime	379	340	719	Ariège	636	419	1 055
<b>Haute-Normandie</b>	<b>547</b>	<b>978</b>	<b>1 525</b>	Aveyron (8)	782	936	1 718
Cher	524	900	1 424	Haute-Garonne	548	564	1 113
Eure-et-Loir	49	264	313	Gers	558	241	799
Indre	258	134	391	Lot	264	115	378
Indre-et-Loire	215	435	650	Hautes-Pyrénées	329	219	548
Loir-et-Cher	155	766	921	Tarn (8)	.	.	.
Loiret	146	670	816	Tarn-et-Garonne	466	1 031	1 497
<b>Centre</b>	<b>1 347</b>	<b>3 169</b>	<b>4 516</b>	<b>Midi-Pyrénées</b>	<b>3 583</b>	<b>3 525</b>	<b>7 108</b>
Calvados	153	978	1 131	Corrèze	237	383	620
Manche	454	546	1 000	Creuse	545	266	811
Orne (4)	.	.	.	Haute-Vienne	614	550	1 163
<b>Basse-Normandie</b>	<b>607</b>	<b>1 524</b>	<b>2 131</b>	<b>Limousin</b>	<b>1 396</b>	<b>1 199</b>	<b>2 595</b>
Côte-d'or	86	204	290	Ain	289	82	371
Nièvre	362	367	730	Ardèche	1 161	381	1 542
Saône-et-Loire	297	532	829	Drôme	484	1 709	2 193
Yonne	195	319	514	Isère (9)	.	.	.
<b>Bourgogne</b>	<b>941</b>	<b>1 422</b>	<b>2 363</b>	Loire	513	142	655
Nord	270	1 002	1 272	Rhône	310	563	873
Pas-de-Calais	381	2 333	2 714	Savoie (9)	.	.	.
<b>Nord-Pas-de-Calais</b>	<b>651</b>	<b>3 335</b>	<b>3 986</b>	Haute-Savoie (9)	1 307	724	2 031
Meurthe-et-Moselle (5)	397	591	988	<b>Rhône-Alpes</b>	<b>4 064</b>	<b>3 601</b>	<b>7 665</b>
Meuse (3)	.	.	.	Allier	202	106	308
Moselle	108	165	273	Cantal	839	325	1 164
Vosges (5)	.	.	.	Haute-Loire	198	94	292
<b>Lorraine</b>	<b>505</b>	<b>756</b>	<b>1 261</b>	Puy-de-Dôme	601	216	817
Bas-Rhin (6)	.	.	.	<b>Auvergne</b>	<b>1 840</b>	<b>740</b>	<b>2 581</b>
Haut-Rhin (6)	48	214	262	Aude	472	846	1 318
<b>Alsace</b>	<b>48</b>	<b>214</b>	<b>262</b>	Gard	1 001	4 342	5 343
Doubs	87	231	319	Hérault	1 204	3 924	5 128
Jura	56	97	153	Lozère	231	46	278
Haute-Saône (7)	183	117	300	Pyrénées-Orientales	592	1 939	2 530
Territoire de Belfort (7)	.	.	.	<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>3 500</b>	<b>11 098</b>	<b>14 598</b>
<b>Franche-Comté</b>	<b>327</b>	<b>445</b>	<b>772</b>	Alpes-de-Haute-Provence (10)	.	.	.
Loire-Atlantique	689	616	1 305	Hautes-Alpes (10)	246	388	635
Maine-et-Loire	920	1 247	2 167	Alpes-Maritimes	139	218	357
Mayenne	118	136	254	Bouches-du-Rhône	730	3 365	4 096
Sarthe (4)	282	654	936	Var	358	2 286	2 645
Vendée	320	381	700	Vaucluse	310	3 665	3 975
<b>Pays-de-la-Loire</b>	<b>2 329</b>	<b>3 034</b>	<b>5 362</b>	<b>Prov.-Alpes-Côte-d'Azur</b>	<b>1 783</b>	<b>9 923</b>	<b>11 707</b>
Côtes-d'Armor	469	490	959	<b>Corse</b>	<b>690</b>	<b>741</b>	<b>1 431</b>
Finistère	309	980	1 289				
Ille-et-Vilaine	565	180	746				
Morbihan	666	962	1 628				
<b>Bretagne</b>	<b>2 009</b>	<b>2 613</b>	<b>4 621</b>				
				<b>TOTAL France (11)</b>	<b>32 041</b>	<b>62 089</b>	<b>94 131</b>

Source: MSA

(1) Montants comptables.

(2) Prime exceptionnelle et frais de tutelle RMI inclus.

(3) Les montants des départements 08 et 55 sont inclus dans le département 51

(4) Les montants du département 61 sont inclus dans le département 72

(5) Les montants du département 88 sont inclus dans le département 54

(6) Les montants du département 67 sont inclus dans le département 68

(7) Les montants du département 90 sont inclus dans le département 70

(8) Les montants du département 81 sont inclus dans le département 12

(9) Les montants des départements 38 et 73 sont inclus dans le département 74

(10) Les montants du département 04 sont inclus dans le département 05

(11) Le total des prestations peut différer, de quelques unités, des tableaux nationaux afin de conserver les totaux r

# Abréviations

AAH	Allocation aux adultes handicapés
AER	Allocation équivalent retraite
AES	Allocation d'éducation spéciale
AFEAMA	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée
AGED	Allocation de garde d'enfant à domicile
ALF	Allocation de logement à caractère familial
ALS	Allocation de logement à caractère social
ALT	Aide au logement temporaire
APE	Allocation parentale d'éducation
APJE	Allocation pour jeune enfant
APL	Aide personnalisée au logement
API	Allocation de parent isolé
APP	Allocation de présence parentale
ARS	Allocation de rentrée scolaire
ASA	Allocation spécifique d'attente
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ASF	Allocation de soutien familial
AVTS	Allocation aux vieux travailleurs salariés
BAPSA	Budget annexe des prestations sociales agricoles
BMAF	Base mensuelle des allocations familiales
CF	Complément familial
CRDS	Contribution pour le remboursement de la dette sociale
DOM	Départements d'outre-mer
FNAL	Fonds national d'aide au logement
FNH	Fonds national de l'habitation
FSV	Fonds de solidarité vieillesse
IJ	Indemnité journalière
MSA	Mutualité sociale agricole
MTP	Majoration pour tierce personne
PAS	Prêt accession sociale
PAP	Prêt aidé à l'accession à la propriété de logements neufs
PC	Prêt conventionné à l'accession à la propriété de logements neufs
PFA	Prestations familiales agricoles
PTZ	Prêt à taux zéro
RMI	Revenu minimum d'insertion
RST	Réduction sociale téléphonique
SISPREFAL	Système d'information des prestations familiales
UNAF	Union nationale des associations familiales
URSSAF	Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale

# Régions et départements

## **ILE-DE-FRANCE**

75 Paris  
77 Seine-et-Marne  
78 Yvelines  
91 Essonne  
92 Hauts-de-Seine  
93 Seine-Saint-Denis  
94 Val-de-Marne  
95 Val-d'Oise

## **CHAMPAGNE-ARDENNE**

08 Ardennes  
10 Aube  
51 Marne  
52 Haute-Marne

## **PICARDIE**

02 Aisne  
60 Oise  
80 Somme

## **HAUTE-NORMANDIE**

27 Eure  
76 Seine-Maritime

## **CENTRE**

18 Cher  
28 Eure-et-Loir  
36 Indre  
37 Indre-et-Loire  
41 Loir-et-Cher  
45 Loiret

## **BASSE-NORMANDIE**

14 Calvados  
50 Manche  
61 Orne

## **BOURGOGNE**

21 Côte-d'Or  
58 Nièvre  
71 Saône-et-Loire  
89 Yonne

## **NORD-PAS-DE-CALAIS**

59 Nord  
62 Pas-de-Calais

## **LORRAINE**

54 Meurthe-et-Moselle  
55 Meuse  
57 Moselle  
88 Vosges

## **ALSACE**

67 Bas-Rhin  
68 Haut-Rhin

## **FRANCHE-COMTE**

25 Doubs  
39 Jura  
70 Haute-Saône  
90 Territoire-de-Belfort

## **PAYS-DE-LA-LOIRE**

44 Loire-Atlantique  
49 Maine-et-Loire  
53 Mayenne  
72 Sarthe  
85 Vendée

## **BRETAGNE**

22 Côtes-d'Armor  
29 Finistère  
35 Ille-et-Vilaine  
56 Morbihan

## **POITOU-CHARENTES**

16 Charente  
17 Charente-Maritime  
79 Deux-Sèvres  
86 Vienne

## **AQUITAINE**

24 Dordogne  
33 Gironde  
40 Landes  
47 Lot-et-Garonne  
64 Pyrénées-Atlantiques

## **MIDI-PYRENEES**

09 Ariège  
12 Aveyron  
31 Haute-Garonne  
32 Gers  
46 Lot  
65 Hautes-Pyrénées  
81 Tarn  
82 Tarn-et-Garonne

## **LIMOUSIN**

19 Corrèze  
23 Creuse  
87 Haute-Vienne

## **RHÔNE-ALPES**

01 Ain  
07 Ardèche  
26 Drôme  
38 Isère  
42 Loire  
69 Rhône  
73 Savoie  
74 Haute-Savoie

## **AUVERGNE**

03 Allier  
15 Cantal  
43 Haute-Loire  
63 Puy-de-Dôme

## **LANGUEDOC-ROUSSILLON**

11 Aude  
30 Gard  
34 Hérault  
48 Lozère  
66 Pyrénées-Orientales

## **PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

04 Alpes-de-Haute-Provence  
05 Hautes-Alpes  
06 Alpes-Maritimes  
13 Bouches-du-Rhône  
83 Var  
84 Vaucluse

## **CORSE**

2A Corse-du-Sud  
2B Haute-Corse